

PARTIE 1

LE PANORAMA MONDIAL DU DÉPLACEMENT



Vue du camp de déplacés internes de Badghis en Afghanistan. Des milliers d'habitations de fortune s'étendent à flanc de colline dans la périphérie de Qala-I-Naw. Crédit photo : NRC/Enayatullah Azad, novembre 2018

DÉPLACEMENTS INTERNES EN 2018 : NOUVEAUX DÉPLACEMENTS

En 2018, 28 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes et aux conflits ont été enregistrés dans 148 pays et territoires. Neuf des dix pays les plus touchés ont enregistré plus d'un million de nouveaux déplacements chacun. Plusieurs pays, dont l'**Éthiopie**, le **Nigéria** et l'**Afghanistan**, ont été touchés par des déplacements liés à la fois aux conflits et à des catastrophes. De nombreuses personnes qui ont fui des catastrophes dans des pays comme la **Syrie**, la **Somalie**, l'**Irak** et le **Yémen** avaient déjà été déplacées par un conflit.

Des informations solides sur toutes ces dimensions sont nécessaires pour constituer une base factuelle visant à informer les décisions et les actions des gouvernements, des planificateurs et des intervenants qui œuvrent pour proposer des solutions durables aux déplacés internes et réduire le risque de déplacement futur.

Ce sont les meilleures estimations d'un phénomène mondial complexe et dynamique qui se manifeste de manière très différente selon les pays et les situations. La sévérité et la durée des déplacements ne sont pas enregistrées, et le besoin d'une compréhension plus nuancée de leurs causes et de leurs effets est évoqué tout au long du rapport.

FIGURE 3 : Les 50 pays et territoires comptant le plus de nouveaux déplacements en 2018

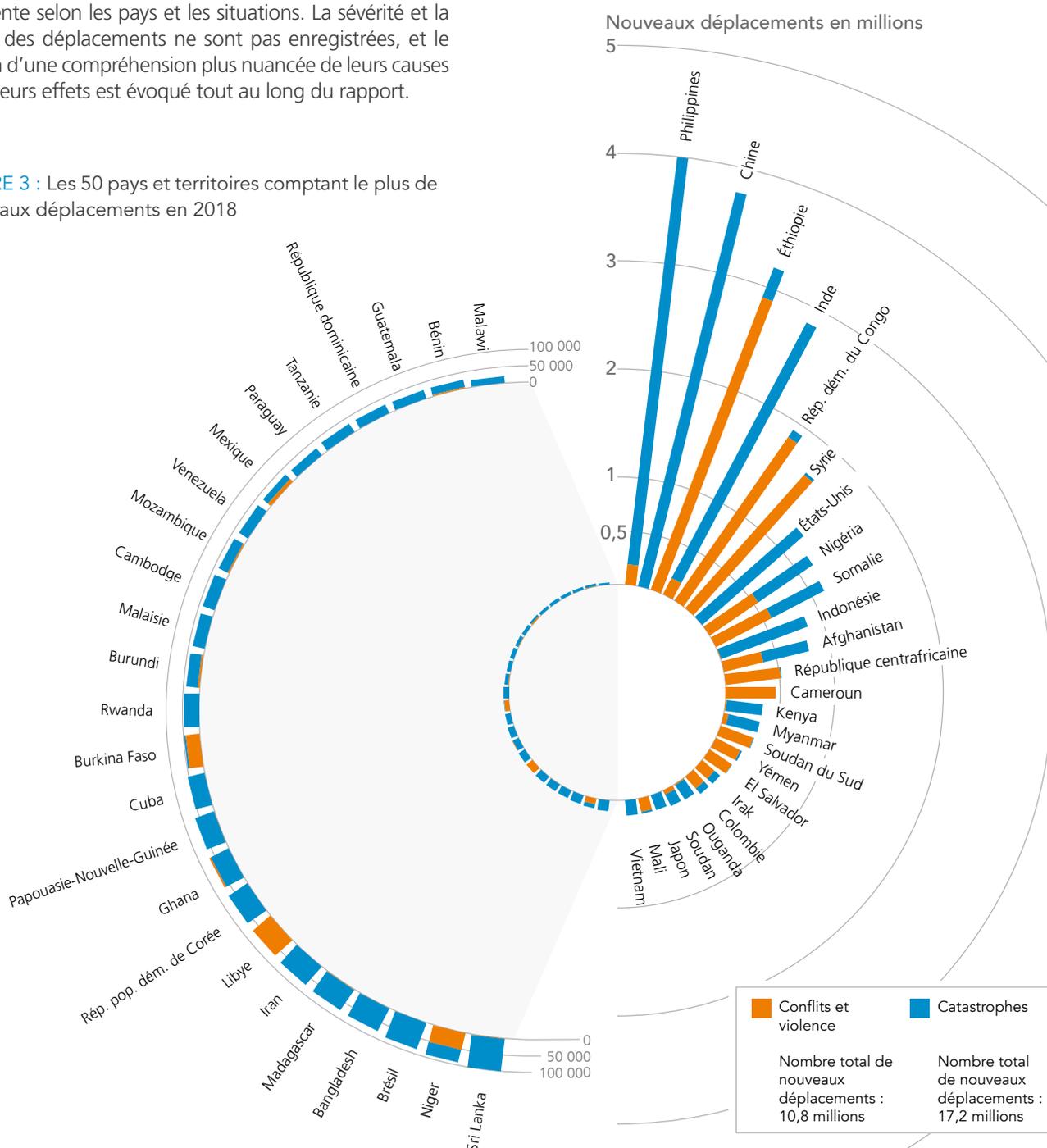
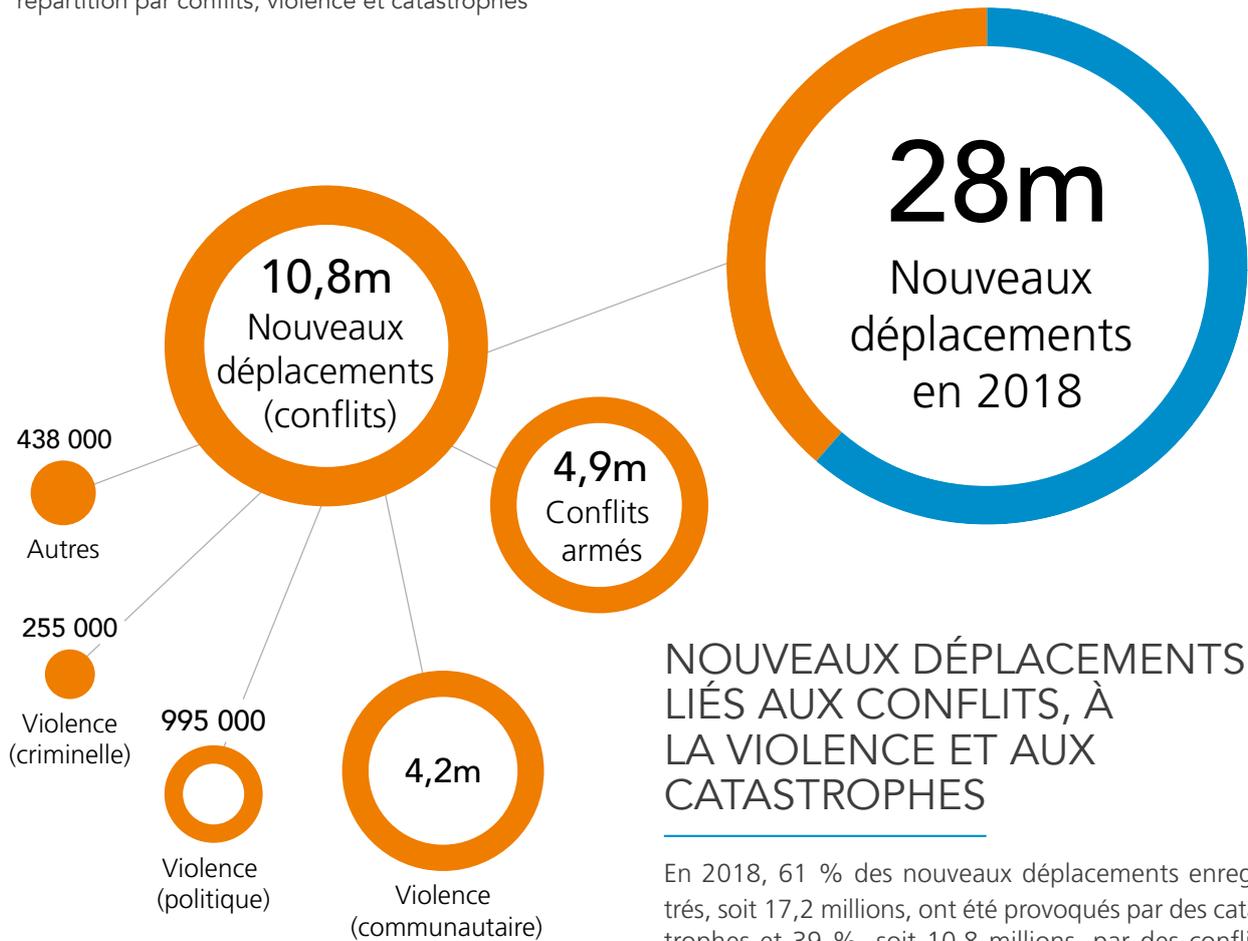


FIGURE 4 : Nouveaux déplacements en 2018 : répartition par conflits, violence et catastrophes



NOUVEAUX DÉPLACEMENTS LIÉS AUX CONFLITS, À LA VIOLENCE ET AUX CATASTROPHES

En 2018, 61 % des nouveaux déplacements enregistrés, soit 17,2 millions, ont été provoqués par des catastrophes et 39 %, soit 10,8 millions, par des conflits. Les déplacements liés à la violence communautaire ont considérablement augmenté par rapport à 2017. La violence criminelle a également continué à provoquer des déplacements, mais leur nombre doit être considéré comme une sous-estimation.

La République Démocratique du Congo (RDC), la Syrie, la Somalie, la République centrafricaine (RCA) et l'Afghanistan figurent de nouveau parmi les pays comptant le plus grand nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits. De nouvelles vagues de conflits et de violence ont provoqué des déplacements de population au Nigéria et au Cameroun, qui comptent parmi les 10 pays les plus touchés dans le monde. L'Éthiopie a le chiffre le plus élevé, avec 2,9 millions de nouveaux déplacements, une augmentation considérable qui a influencé les tendances mondiales.

Près de 1 600 catastrophes ont provoqué de nouveaux déplacements au cours de l'année, dont la plupart sont liés à des aléas d'origine climatique. Les tempêtes, en

NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (CONFLITS ET VIOLENCE)

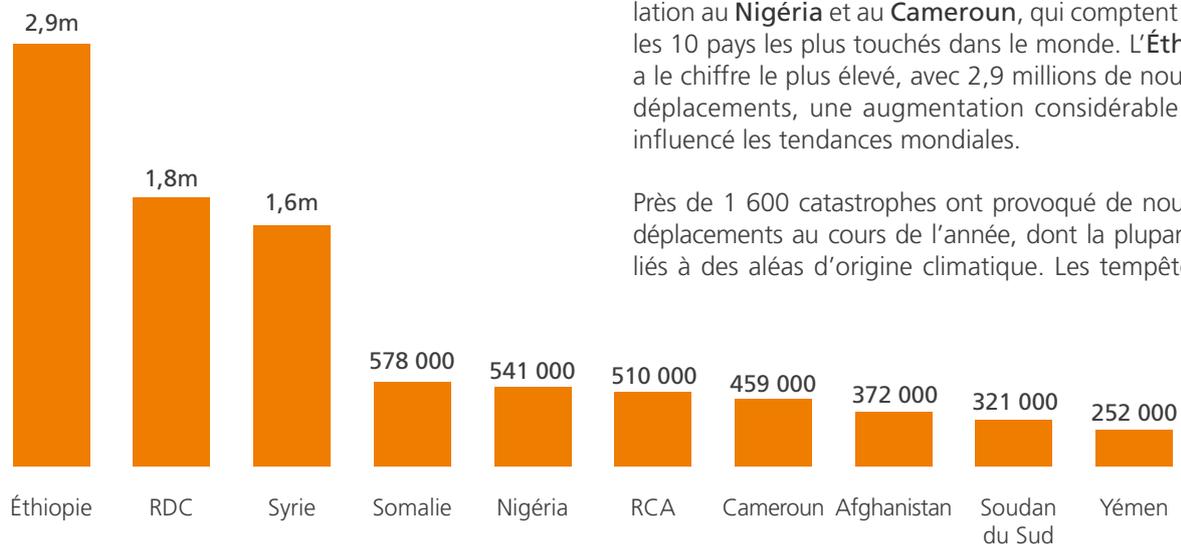
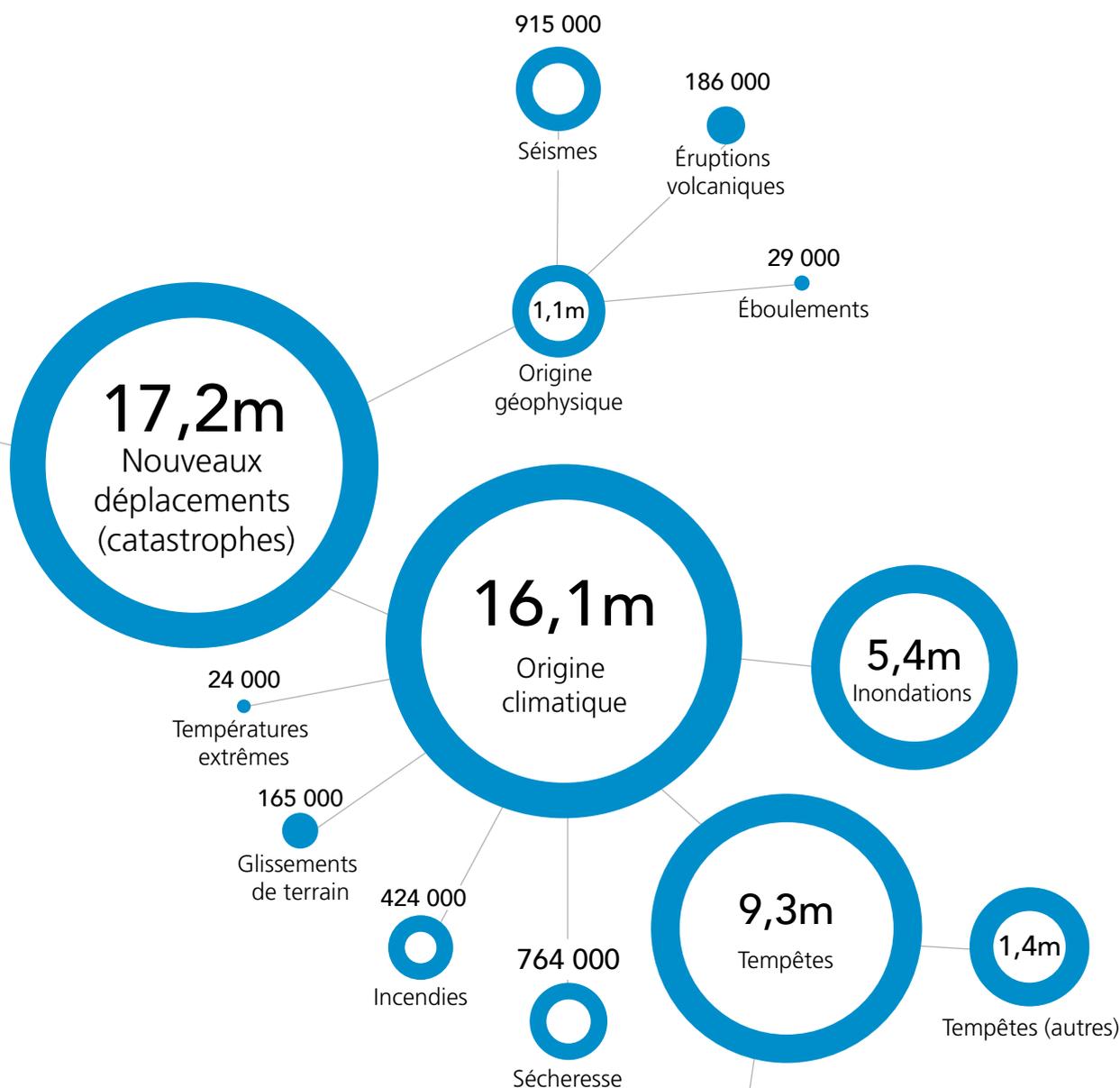


FIGURE 5 : Les 10 pays comptant le plus de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence en 2018



particulier les cyclones tropicaux, ont représenté la majorité des catastrophes, rappelant l'importance de la réduction des risques associés à la vulnérabilité et à l'exposition au changement climatique. Les événements géophysiques, notamment les séismes, les tsunamis et les éruptions volcaniques, ont entraîné 1,1 million de nouveaux déplacements, soit une augmentation considérable par rapport à 2017.

Les **Philippines**, la **Chine** et l'**Inde** ont ensemble représenté environ 60 % de tous les nouveaux déplacements liés aux catastrophes. Il s'agissait pour la plupart d'évacuations préventives de personnes vivant dans des zones à haut risque, soulignant l'exposition des personnes et des biens. La vulnérabilité a également joué un rôle clé en empêchant les personnes de retourner chez elles et de se remettre des conséquences des catastrophes dans de nombreux pays.

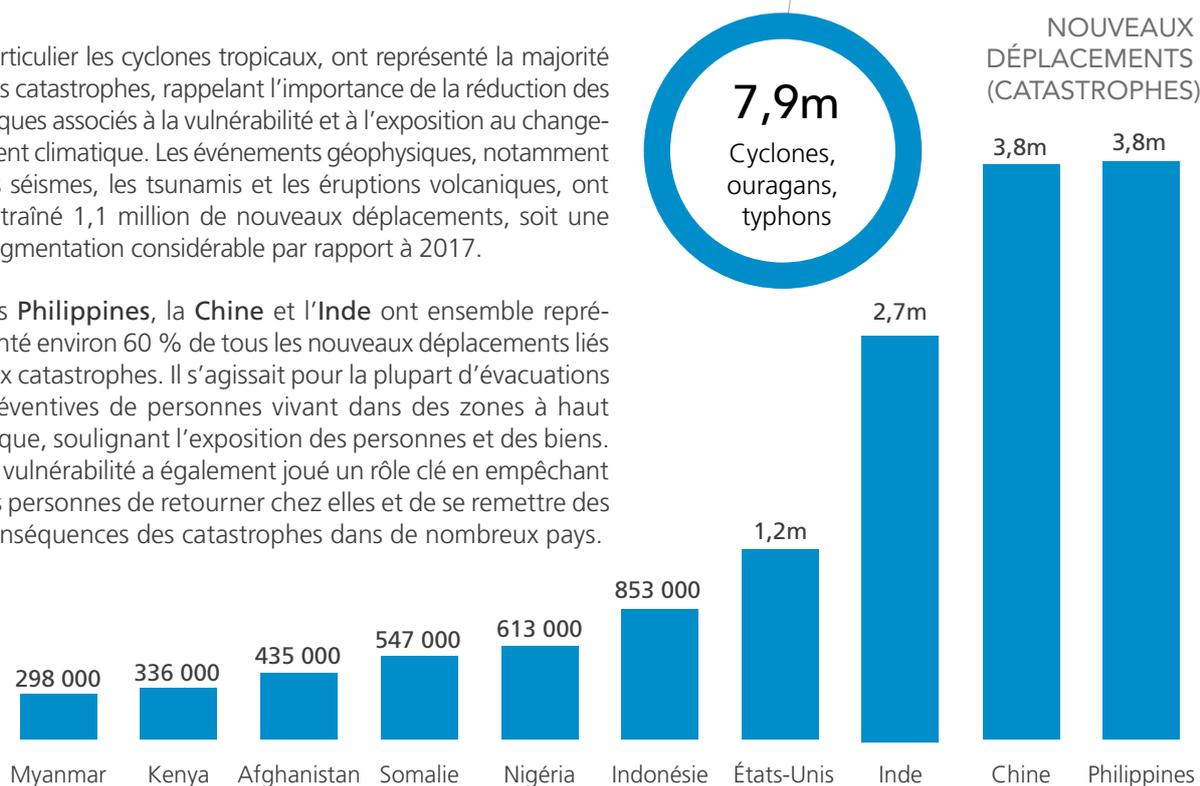


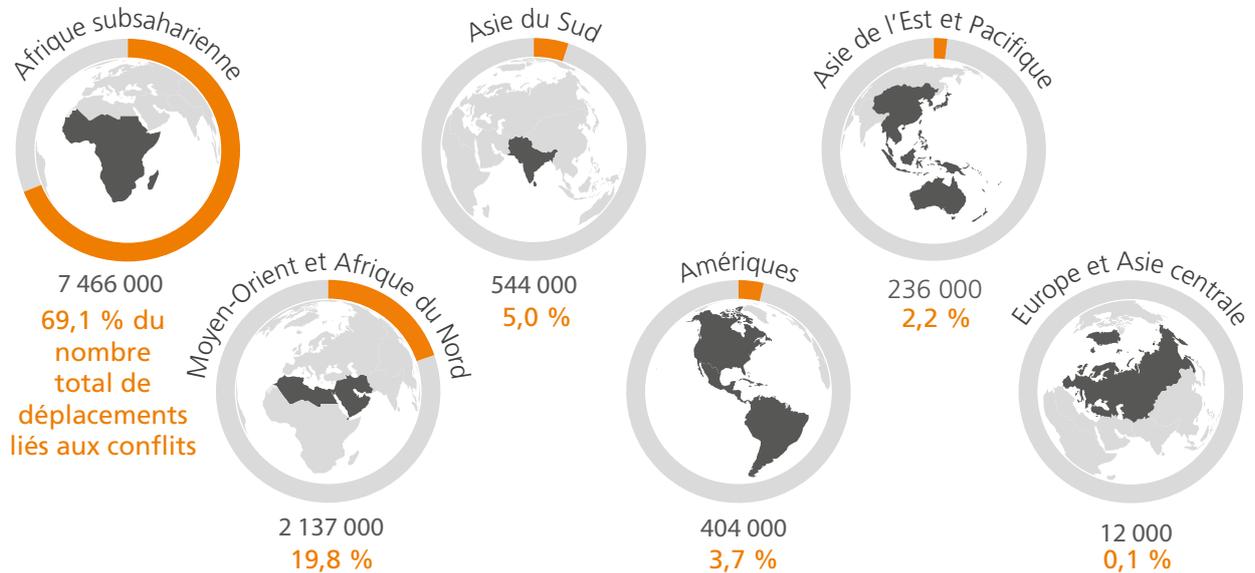
FIGURE 6 : Les 10 pays comptant le plus de nouveaux déplacements liés aux catastrophes en 2018

APERÇUS RÉGIONAUX

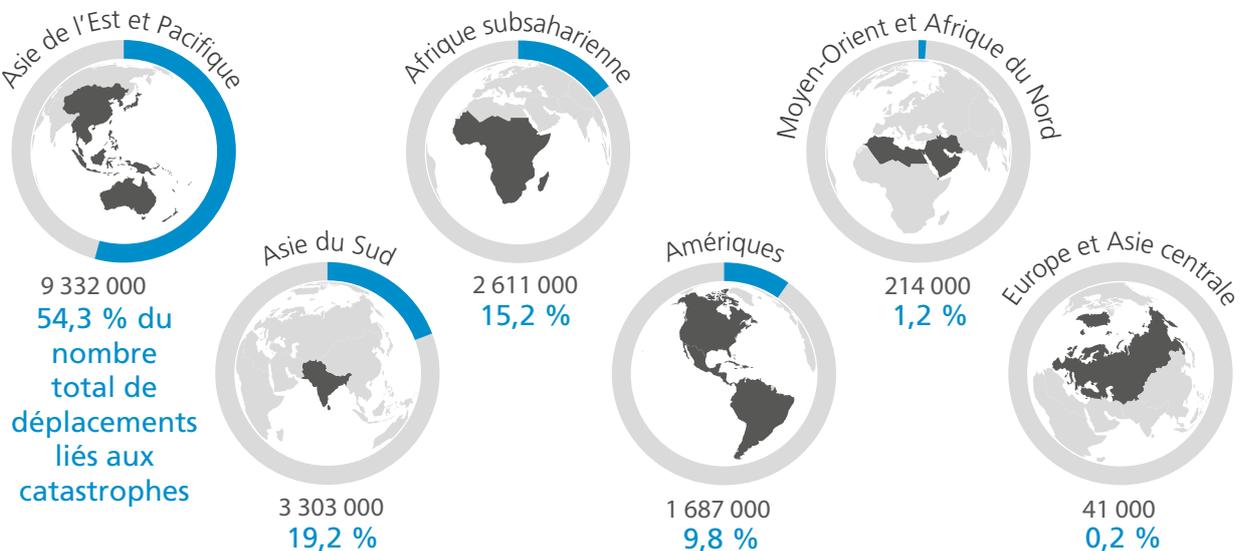
L'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient ont été touchés de manière disproportionnée par les déplacements liés aux conflits en 2018. De nouvelles vagues de déplacement ont également été enregistrées en Asie du Sud. Les chiffres pour les Amériques reflètent ceux des années précédentes. Les déplacements liés aux catastrophes ont principalement touché deux régions présentant des niveaux élevés d'exposition et de vulnérabilité

des populations aux aléas : l'Asie de l'Est et Pacifique, et l'Asie du Sud. L'Afrique subsaharienne et les Amériques ont été relativement peu touchées, mais les inondations et les tempêtes ont néanmoins provoqué des millions de nouveaux déplacements. Cette section présente les données, ainsi que des analyses contextuelles et des perspectives urbaines par région. Des analyses détaillées sont présentées sous la forme de dossiers spéciaux nationaux.⁹

Conflits et violence : nouveaux déplacements par région



Catastrophes : nouveaux déplacements par région

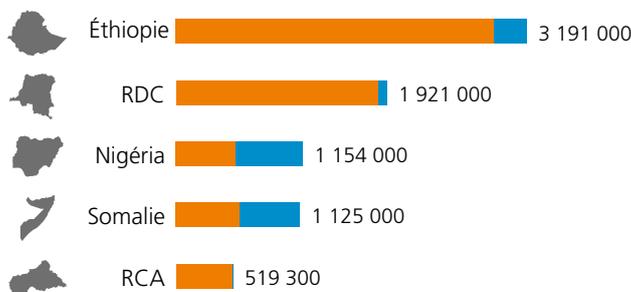


AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Conflits 7 446 000
Catastrophes 2 611 000
36 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



L'Afrique subsaharienne a été touchée non seulement par une intensification des conflits et de la violence tout au long de 2018, mais aussi par des sécheresses, des inondations et des tempêtes qui ont contraint des millions de personnes à fuir leur domicile. Environ 7,4 millions de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence et 2,6 millions liés aux catastrophes ont été enregistrés, soit plus que dans toute autre région et un total représentant 36 % des déplacements globaux. L'Éthiopie, la RDC, le Nigéria, la Somalie et la RCA ont été les pays les plus touchés. À la fin de l'année, environ 16,5 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en Afrique subsaharienne à la suite d'un conflit. Ce chiffre montre une fois de plus que le déplacement prolongé est un problème important pour de nombreux pays.

Dans le contexte d'évolutions politiques importantes et souvent positives, 2,9 millions de nouveaux déplacements liés aux conflits ont pourtant été enregistrés en **Éthiopie**, le chiffre le plus élevé au monde et quatre fois plus qu'en 2017. Les anciens conflits se sont aggravés et de nouveaux conflits se sont multipliés le long des frontières de plusieurs États, ce qui a incité le gouvernement à créer un nouveau ministère de la paix (cf. En détail - Éthiopie, p. 14).¹⁰ Les catastrophes ont également provoqué 296 000 nouveaux déplacements, souvent liés aux inondations qui ont frappé la région somalienne du pays.¹¹

Plus de 1,8 million de nouveaux déplacements liés aux conflits ont été enregistrés en **RDC**, principalement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, du Tanganyika et du Kasai-Central, où les conflits et l'insécurité se poursuivaient. La province de l'Ituri, qui avait été impliquée dans

un conflit entre 1999 et 2007, était depuis relativement paisible, mais les violences intercommunautaires ont repris en décembre 2017, se soldant par 60 décès et plus de 576 000 nouveaux déplacements. Ce qui a ravivé le conflit n'est pas clairement établi, mais une crise politique nationale, la désintégration de l'autorité de l'État et l'activité croissante de milices à motivation politique y ont peut-être contribué.¹² La province occidentale de Mai-Ndombe a également connu une flambée de violence intercommunautaire entre le 16 et le 18 décembre 2018, qui a tué au moins 535 personnes lors d'un massacre et expulsé environ 12 000 personnes de la ville de Yumbi.¹³

À la fin de 2018, plus de trois millions de personnes ont été identifiées comme vivant en situation de déplacement interne en RDC, un chiffre très conservateur qui ne couvre pas l'ensemble du pays. On espère que les élections présidentielles qui se sont déroulées le 30 décembre, après deux ans de retard, contribueront à stabiliser la situation politique.¹⁴

Plus de 578 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés en **Somalie**, le chiffre le plus élevé depuis une décennie et le résultat de trois facteurs principaux. Les expulsions des villes, principalement des déplacés internes, représentent environ 44 % de ce chiffre. Poussé par le manque de logements adéquats et les conventions d'occupation informelles dans des zones de plus en plus peuplées, le nombre d'expulsions a atteint un niveau record.¹⁵ Les tensions entre le Somaliland et le Puntland au sujet des régions contestées de Sool et de Sanaag se sont également amplifiées et les combattants d'Al-Shabaab se sont affrontés aux troupes du gouvernement et de l'Union africaine, en particulier dans les régions méridionales du Moyen et du Bas Shabelle.¹⁶

En outre, quelque 547 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés en Somalie. Près de la moitié de ce chiffre (249 000) résulte de la sécheresse, principalement dans les régions méridionales de Bay, du Bas Shabelle et de Bakool, les populations ayant quitté les zones rurales pour chercher de l'eau et des moyens de subsistance. Des précipitations supérieures à la moyenne ont également provoqué des inondations dans le sud et le centre du pays pendant la saison des pluies d'avril et mai, entraînant environ 289 000 nouveaux déplacements. Des familles vivant dans des villages isolés ont été coupées du reste du pays pendant des mois, ce qui les a rendu particulièrement vulnérables.¹⁷

Dans les régions centrales et du nord-est du **Nigéria**, les conflits et la violence ont provoqué 541 000 nouveaux déplacements en 2018 et les inondations qui ont frappé 80 % du pays en ont entraîné 600 000. Des affrontements entre des éleveurs du Nord et des agriculteurs du Sud en concurrence pour des ressources rares ont lieu dans les régions centrales depuis 2014, mais la violence s'est considérablement intensifiée l'année dernière, provoquant 200 000 nouveaux déplacements. Ce conflit est devenu plus meurtrier que l'insurrection de Boko Haram : des villages entiers et des camps de bergers ont été incendiés et des centaines de personnes ont perdu la vie.¹⁸

Les combats entre le gouvernement et des groupes d'opposition armés dans le nord-est du pays ont amorcé leur dixième année d'existence, provoquant 341 000 nouveaux déplacements. Malgré l'insécurité persistante, le gouvernement insiste sur le fait que Boko Haram est au bord de la défaite et encourage les retours dans certaines parties du nord-est. Au moins 311 000 déplacés internes ont été enregistrés comme étant retournés en 2018, ainsi que plus de 30 000 réfugiés nigériens revenant du Cameroun.¹⁹ Cependant, sur la base des données relatives aux conditions de logement de ces personnes, au moins 86 000 se sont retrouvées dans des logements partiellement endommagés ou des abris de fortune. À la fin de l'année, environ deux millions de personnes ont été identifiées comme vivant en situation de déplacement à la suite de conflits (cf. En détail - Nigéria, p. 18).

L'insurrection de Boko Haram a également continué d'affecter d'autres pays du bassin du lac Tchad : plus de 52 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au **Niger** et 22 000 au **Cameroun**. Il n'existait pas assez d'informations fiables pour établir une estimation des nouveaux déplacements au **Tchad** pour 2018, mais les déplacements semblent se poursuivre dans le pays.

L'impact de Boko Haram sur le **Cameroun** a été éclipsé par 437 000 nouveaux déplacements dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où les tensions qui mijo-

taient depuis 2016 sur les mesures gouvernementales visant à imposer le français à la population anglophone se sont exacerbées au point de se transformer en conflit armé opposant séparatistes et militaires (cf. En détail - Cameroun, p. 16).

La poursuite des combats entre groupes armés en **RCA** a provoqué 510 000 nouveaux déplacements en 2018, laissant environ 641 000 personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Des affrontements dans les préfectures d'Ouham Pende, d'Ouaka et du Haut-Kotto sont à l'origine de la majorité des déplacements, y compris dans les villes de Bambari et de Bria. Le gouvernement a signé un accord de paix avec 14 factions armées en février 2019, ce qui a fait naître l'espoir que la violence et les déplacements diminueraient à l'avenir.

Au **Soudan du Sud**, plus de 321 000 nouveaux déplacements liés aux conflits ont été enregistrés au cours de l'année, laissant près de 1,9 million de personnes en situation de déplacement interne en décembre. Les deux principales parties au conflit ont signé un accord de paix en septembre 2018, mais il n'y a pas eu de réduction immédiate de la violence.²⁰

Des affrontements au **Soudan** voisin entre le gouvernement et le bras armé du Mouvement de libération du Soudan (MLS/A) ont provoqué 41 000 nouveaux déplacements dans les montagnes de Jebel Marra, à l'intersection du Sud, du Nord et du Darfour central. Des pluies torrentielles et des glissements de terrain ont également provoqué 420 nouveaux déplacements dans la même région début septembre.²¹ Le même mois, le MLS/A a déclaré un cessez-le-feu unilatéral de trois mois pour permettre l'accès humanitaire aux personnes touchées.²²

Environ 5 600 retours dans les cinq États de la région du Darfour ont été enregistrés en 2018, mais le manque d'informations sur la situation des personnes concernées et les rapports faisant état d'agressions sur ces personnes ont soulevé de sérieuses questions quant à la durabilité de ces retours.²³ Le gouvernement soudanais travaille également avec la communauté internationale pour convertir un certain nombre de camps de personnes déplacées en zones résidentielles, ce qui conduira à l'intégration locale de facto de ces personnes – une avancée positive même si le résultat reste à voir.²⁴

Environ 126 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au **Mali**, 42 000 au **Burkina Faso**, 5 000 au **Ghana**, 3 500 au **Bénin** et 3 000 en **Sierra Leone**, ce qui représente une augmentation significative du chiffre global pour l'Afrique de l'Ouest par rapport à 2017. Les affrontements intercommunautaires au Mali entre des éleveurs peuls et des paysans dogons et bambaras

Les personnes déplacées rentrent chez elles à Kipese, une petite ville située dans la province du Nord-Kivu, touchée par le conflit armé de mai 2018. Crédit photo : NRC/Martin Lukongo, juillet 2018



se sont intensifiés au cours de l'année, et la violence intra-communautaire chez les Peuls et les attaques de groupes extrémistes ont aggravé l'instabilité. De nombreux villages ont été pillés et incendiés, rendant les retours plus difficiles. Les groupes islamistes armés ont renforcé leur présence au Burkina Faso depuis 2016, entraînant des opérations de lutte contre le terrorisme en 2017 et 2018 qui ont donné lieu à de nombreuses allégations d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires et d'abus à l'égard de suspects en détention.²⁵

Des catastrophes de petite ou moyenne ampleur ont touché de nombreux pays de la région en 2018 – des événements qui ont tendance à ne pas recevoir suffisamment d'attention ou de ressources, en dépit de leurs graves répercussions sur les populations et les économies locales. Environ 336 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au **Kenya**, de fortes pluies ayant entraîné des inondations dans chacun des 47 comtés du pays. Ces inondations qui ont submergé des milliers d'hectares de terres agricoles et tué du bétail ont mis en péril les moyens de subsistance des éleveurs et des

agriculteurs.²⁶ Au moins six barrages ont cédé sous la pression de l'eau, ce qui provoqué environ 12 000 nouveaux déplacements. Les inondations ont également entraîné 158 000 nouveaux déplacements en **Ouganda**, 121 000 au **Soudan**, 56 000 au **Ghana**, 15 000 au **Libéria** et 3 000 en **Côte d'Ivoire**.

Ces nombreux déplacements ont eu lieu malgré les progrès politiques réalisés dans la région. L'année 2019 marque le dixième anniversaire de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique,²⁷ également appelée « Convention de Kampala », le seul instrument régional juridiquement contraignant dans le monde portant sur le déplacement interne. Les États membres de l'Union africaine doivent toutefois redoubler d'efforts pour respecter ses dispositions, étant donné que les déplacements, nouveaux et prolongés, demeurent un défi majeur. Le **Niger** mérite d'être salué pour avoir été le premier pays à incorporer la Convention dans sa législation nationale, lorsque le Parlement a voté à l'unanimité en faveur de l'adoption d'une loi nationale sur le déplacement interne en décembre 2018.²⁸

Perspectives urbaines

Les déplacements internes en Afrique subsaharienne ont pour toile de fond une urbanisation sans précédent. La région est encore très rurale avec 40 % de sa population vivant dans les villes, mais cela devrait changer considérablement au cours des prochaines années.²⁹ Les villes africaines comptent parmi les villes dont la croissance est la plus rapide au monde et certaines, notamment Dar es Salaam en Tanzanie, Kampala en Ouganda, Abuja au Nigéria, Ouagadougou au Burkina Faso et Bamako au Mali, devraient voir leur taille doubler d'ici 2035.³⁰

La nature rapide et imprévue d'une grande partie de cette urbanisation pourrait aggraver les problèmes existants et en créer de nouveaux. De nombreux citoyens de la région ont peu accès à l'eau et aux installations sanitaires et en sont parfois totalement privés.³¹ Des millions de personnes vivent dans des logements inadéquats situés dans des quartiers surpeuplés, mal desservis et marginalisés, dans des conditions de forte exposition et de vulnérabilité aux aléas et au risque de déplacement.³² Certaines villes connaissent aussi des arrivées massives de personnes déplacées originaires de zones rurales.

Les inondations urbaines constituent un défi majeur. Six des dix inondations les plus importantes ayant provoqué des déplacements de population en 2018 ont eu lieu en Afrique subsaharienne, et les zones urbaines ont été les plus touchées. Des milliers de personnes ont été déplacées pendant la saison des pluies dans des villes comme Beledweyne en Somalie et Lagos au Nigéria. Selon le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC, en moyenne, 2,7 millions de personnes risquent d'être déplacées par des inondations dans la région au cours des prochaines années, dont les deux tiers dans les zones urbaines et périurbaines.

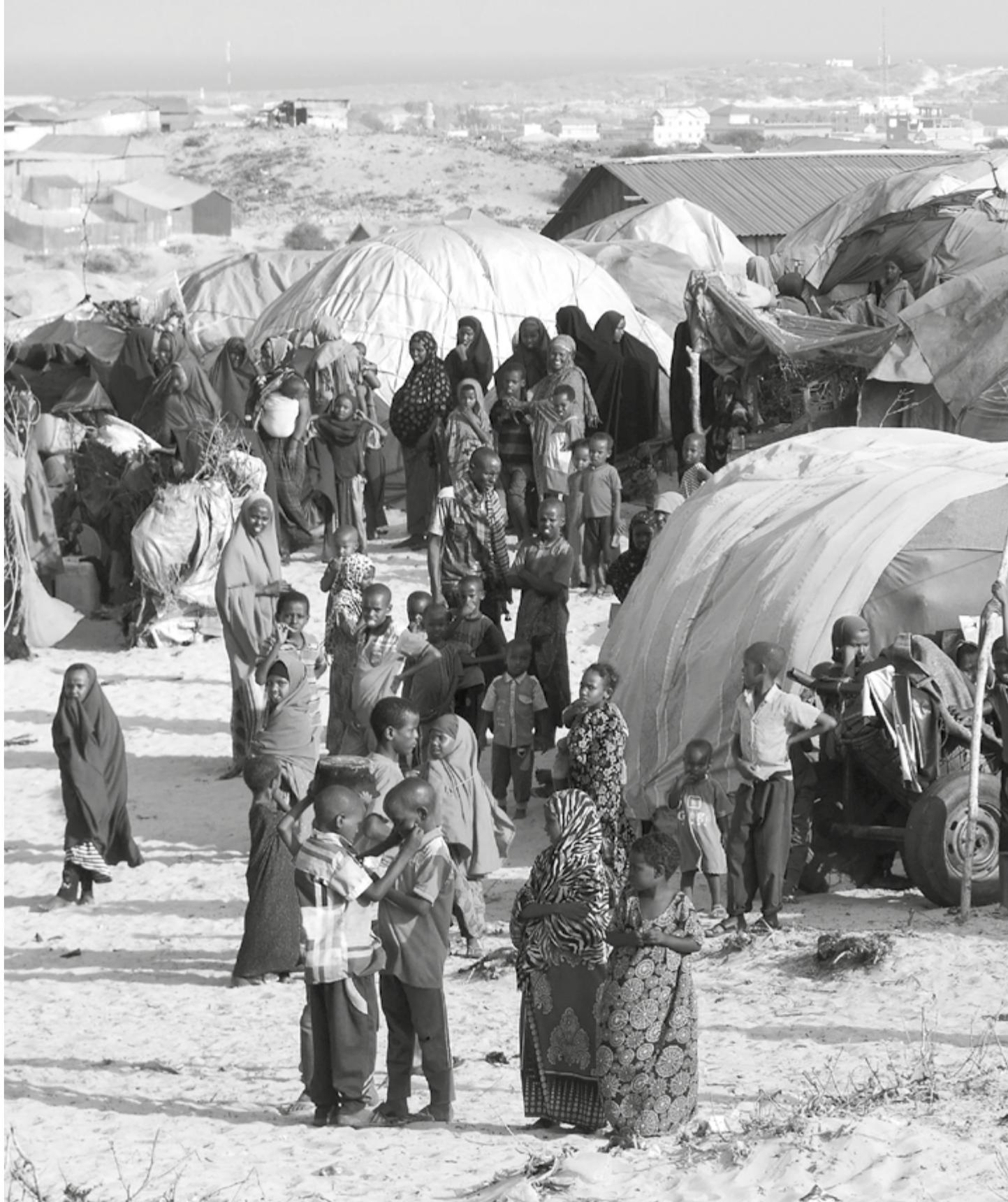
En situation de crise, les autorités locales ont souvent du mal à répondre aux besoins des personnes touchées, notamment des personnes déplacées.³³ Généralement à court de ressources humaines et financières, elles dépendent des ressources fournies par les autorités nationales et, dans certains cas, par la communauté humanitaire internationale. La capacité de réponse varie également entre les petites et les grandes villes, un problème qui doit être pris en compte dans les interventions et investissements futurs visant à faire face aux défis associés aux déplacements urbains.³⁴

Les administrations municipales de Maiduguri au Nigéria et de Mogadiscio en Somalie ont pris des mesures positives à cette fin. Les personnes déplacées dans ces deux

villes sont confrontées à des vulnérabilités particulières liées à leur déplacement, notamment en matière d'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance, et sont exposées au risque d'expulsion forcée. En réponse, le gouvernement local de Maiduguri a collaboré avec la banque centrale du Nigéria pour mettre en place des centres d'entrepreneuriat pour les jeunes au chômage et les déplacés internes. À Mogadiscio, l'autorité régionale de Banadir a collaboré avec l'ONU et le secteur privé pour créer une unité de solutions durables soutenant les programmes de création d'emplois et d'entrepreneuriat destinés aux déplacés internes.³⁵

De telles initiatives servent d'exemples à d'autres gouvernements locaux sur leur capacité potentielle à faciliter la mise en place de solutions durables. L'urbanisation en Afrique subsaharienne continuera de jouer un rôle majeur dans le développement de la région. Elle peut potentiellement apporter d'importants avantages sociaux et économiques, notamment la réduction de la pauvreté et des inégalités, ainsi que l'atténuation des risques et des impacts du déplacement.³⁶ Pour ce faire, le rôle des autorités locales doit être renforcé.

Les familles somaliennes qui ont fui le conflit et la sécheresse vivent dans un camp de réfugiés surpeuplé et insalubre à Kismayo, dans le sud de la Somalie. Avec des abris constitués uniquement de plastique, de tissu et de bâtons, les familles sont vulnérables aux inondations et à l'insécurité. Crédit photo : NRC/Jepsen, février 2019



ÉTHIOPIE

De nouvelles vagues de conflits provoquent des déplacements sans précédent

L'Éthiopie a enregistré le plus grand nombre de nouveaux déplacements internes dans le monde liés à des conflits en 2018. La crise dans le pays n'a cessé de s'aggraver depuis 2016, mais les conflits et la violence intercommunautaire se sont considérablement intensifiés et se sont étendus à de nouvelles zones l'année dernière, provoquant près de 2,9 millions de nouveaux déplacements, soit quatre fois plus qu'en 2017. Des conflits et des déplacements ont été enregistrés le long de trois des frontières de la région d'Oromia, dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS) au sud-ouest, la région de Benishangul-Gumuz au nord-ouest et la région de Somali à l'est. Des villes ont également été touchées, notamment Addis-Abeba et Jijiga, la capitale de la région somalienne.³⁷

Cette augmentation sans précédent des nouveaux déplacements s'inscrit dans le contexte de changements politiques importants dans le pays, avec l'entrée en fonction d'un nouveau premier ministre en avril 2018. Le nouveau gouvernement a mis fin à l'état d'urgence dans le pays, libéré des prisonniers politiques et conclu un accord de paix avec l'Érythrée.³⁸ Il a également été salué pour avoir abandonné les pratiques du passé, notamment le recours excessif à la force pour réprimer les manifestations, et pour sa coopération avec les organisations d'aide afin de répondre aux énormes besoins humanitaires. Ce faisant, le nouveau gouvernement a reconnu la présence de personnes déplacées par des conflits à l'intérieur de son pays. Une étape cruciale pour soulager leur détresse.³⁹

Après deux décennies de calme relatif, le déplacement le plus important a été provoqué par des violences intercommunautaires entre les groupes ethniques Guji et Gedeo qui ont éclaté en avril et de nouveau en juin dans la zone de Guji Ouest de l'Oromia et dans la zone de Gedeo de la RNNPS. Les tensions ethniques sous-jacentes ont été aggravées par la concurrence pour la terre et les ressources rares.⁴⁰ Le conflit a contraint des centaines de milliers de personnes à s'abriter dans des centres collectifs surpeuplés, où les organisations humanitaires se sont démenées pour fournir de la nourriture, des soins de santé, de l'eau et des installations sanitaires à la population déplacée qui augmentait rapidement. Le



gouvernement a collaboré avec ces organisations, qui n'avaient aucune présence dans le sud du pays, pour mettre en place et coordonner une intervention à grande échelle.⁴¹

Des violences ethniques ont également éclaté entre Oromos, Amharas et Gumuz à Benishangul Gumuz en octobre, à la suite du meurtre de trois policiers locaux.⁴² Environ 62 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés entre octobre et décembre. Les besoins humanitaires étaient énormes, mais l'insécurité entravait l'accès des organisations et une seule distribution d'aide a été signalée.⁴³

Les combats et les déplacements qui ont commencé le long de la frontière entre les régions d'Oromia et de Somali en 2017 se sont poursuivis sans relâche l'année dernière. Les conflits autour de la frontière litigieuse ont été aggravés par la sécheresse, qui a accru la concurrence pour des ressources rares, entraînant le déplacement de l'ethnie Oromos vivant dans la région somalienne et de l'ethnie somalienne vivant en Oromia. Des centaines de milliers de nouveaux déplacements ont été enregistrés. Les combats violents qui ont éclaté dans la ville oromo de Moyale entre les sous-clans Garre de Somali et Borena de l'Oromia ont provoqué environ 80 000 nouveaux déplacements en décembre. La ville a également subi des dommages importants. Son hôpital a été détruit et ses magasins et ses banques ont été pillés.⁴⁴

Les violences intercommunautaires à Jijiga, une ville auparavant calme et dynamique, ont entraîné le déplacement de 140 000 personnes en quelques jours en août, dont 35 000 sont restées dans la ville et ont trouvé refuge à l'intérieur et autour des églises. Jijiga a été inaccessible pendant plusieurs semaines en raison de l'insécurité, mais l'activité économique a repris au milieu du



Des femmes déplacées prennent part à une discussion de groupe sur la satisfaction des bénéficiaires à Guji dans la région d'Oromia. Crédit photo : OIM/Rikka Tupaz 2017

mois et de nombreuses personnes sont retournées une fois que la situation s'est stabilisée.⁴⁵ Des affrontements dans la banlieue d'Addis-Abeba en septembre, lorsque des jeunes oromos se sont rassemblés dans la capitale pour accueillir des combattants du Front de libération oromo rentrés d'Érythrée, ont entraîné le déplacement de 15 000 personnes.⁴⁶

Le nouveau gouvernement éthiopien a pris un certain nombre de mesures pour faire face à la crise des déplacements dans le pays, portant notamment sur des activités de consolidation de la paix pour promouvoir les retours volontaires et des programmes pour aider les personnes préférant s'intégrer dans leur communauté d'accueil ou s'installer ailleurs.⁴⁷ Un ministre de la paix a également été nommé. Une stratégie de solutions durables pour la région de Somali a été élaborée en 2017 conformément

aux Principes directeurs et à la Convention de Kampala, un traité régional sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées.⁴⁸

Toutefois, le gouvernement a été critiqué pour avoir encouragé des retours prématurés dans des régions encore dangereuses et pour ne pas en faire assez pour protéger les civils.⁴⁹ Il l'a aussi été pour ne pas encore avoir ratifié la Convention de Kampala. Compte tenu de la crise croissante des déplacements internes dans le pays et dans l'optique d'améliorer les politiques de lutte contre ce phénomène, le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention en 2019 offre une occasion idéale de le faire.

CAMEROUN

Une crise croissante mais négligée

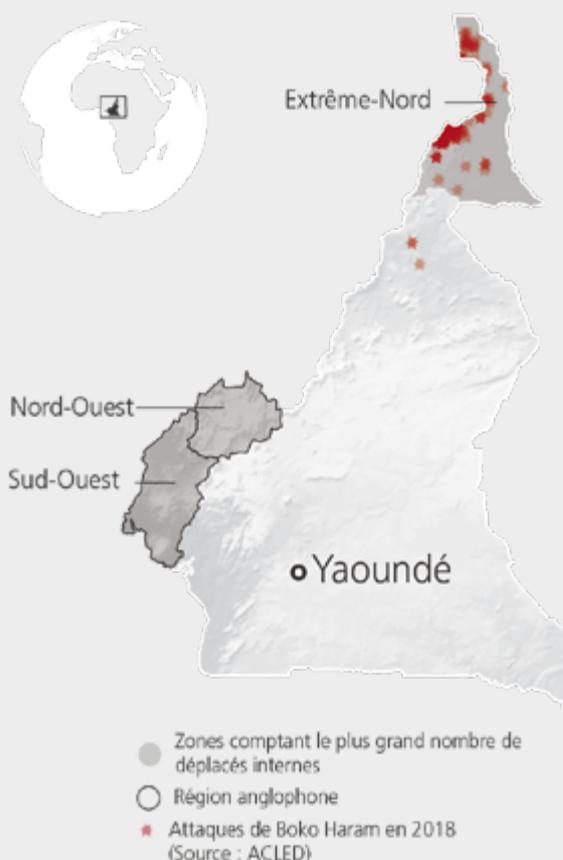
L'insurrection régionale de Boko Haram a continué de provoquer des déplacements de population au Cameroun en 2018, mais les événements dans la région de l'Extrême-Nord ont été éclipsés par un conflit interne qui a éclaté dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui abritent la minorité anglophone du pays. Un mouvement de protestation qui a débuté en 2016 a dégénéré en affrontements entre les séparatistes armés et les forces militaires du pays, provoquant environ 437 000 nouveaux déplacements au cours de l'année. Quelque 30 000 autres personnes se sont enfouies au Nigéria.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui comptent quatre millions d'habitants, sont depuis longtemps marginalisées et ont connu des violences occasionnelles, alors que le gouvernement réprimait les manifestations. Les dernières violences ont pour origine une grève déclarée par les syndicats d'avocats et d'enseignants face aux efforts du gouvernement pour imposer le français aux deux secteurs. Les forces de sécurité camerounaises ont violemment réprimé les manifestations de soutien à la grève et de nombreux militants anglophones ont été arrêtés, dont 47 au Nigéria.

Cette répression a incité des membres de l'opposition à prendre les armes et des groupes séparatistes armés réclamant l'indépendance de la République d'Ambazonie affrontent l'armée depuis janvier 2018. Le gouvernement a réagi par des opérations anti-insurrectionnelles à part entière. Il a été accusé d'exécutions sommaires, de recours excessif à la force, de torture et de mauvais traitements infligés à des séparatistes présumés et à d'autres détenus, ainsi que d'incendies de maisons et de biens.⁵⁰

Des opérations militaires sont enregistrées dans plus de 100 villages des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest depuis octobre 2017.⁵¹ La plupart, voire l'ensemble, des habitants des villages ciblés ont fui et environ 80 % d'entre eux auraient cherché refuge dans la forêt, où ils n'ont ni abri ni eau ni installations sanitaires.⁵² Le département Meme situé dans la région du Sud-Ouest a été le plus durement touché par la crise, produisant et hébergeant la majorité des personnes déplacées.

L'éducation a été gravement perturbée. De nombreuses écoles ont été fermées dans le cadre des manifestations



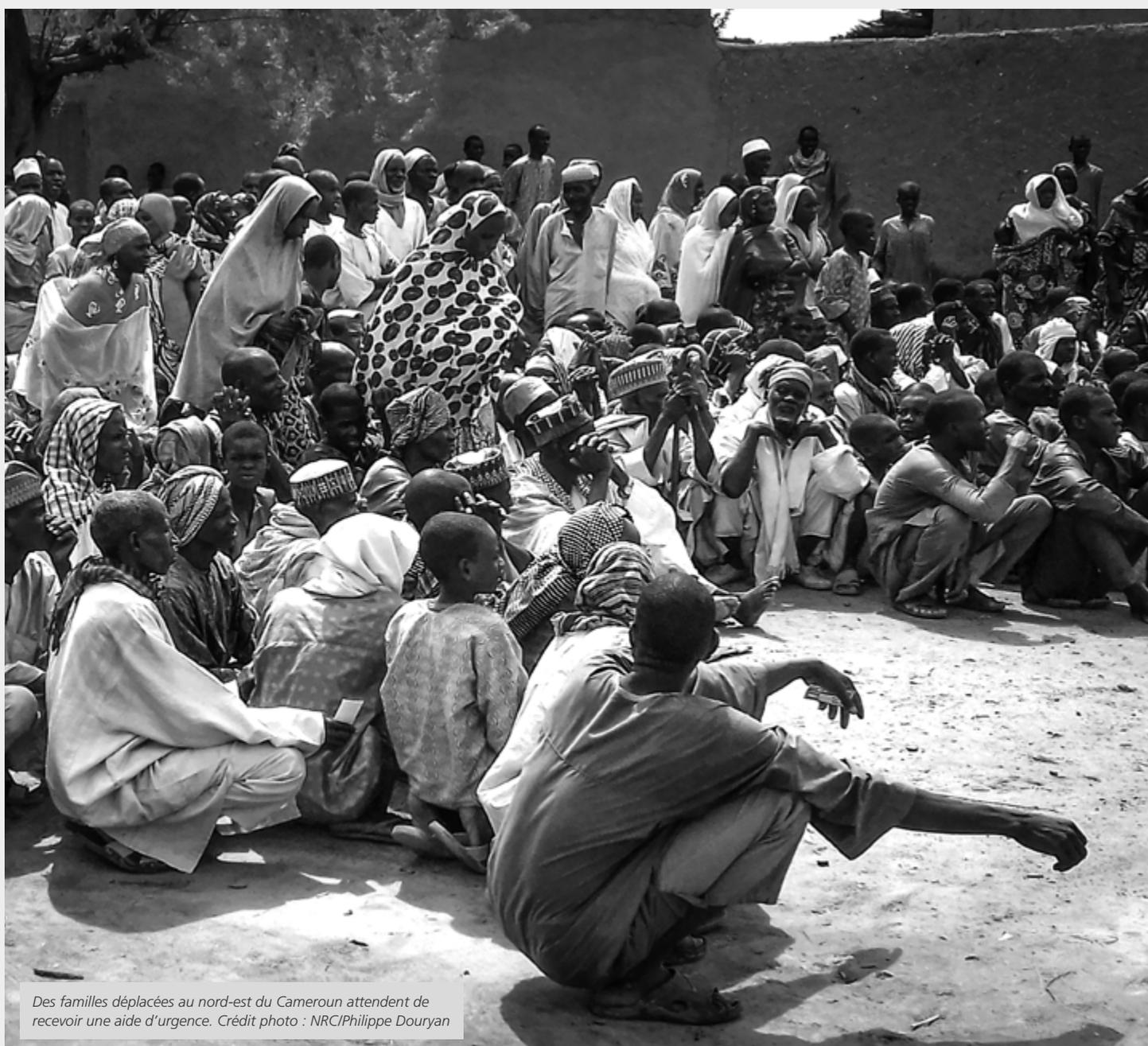
initiales et les groupes armés ont interdit leur réouverture. Ils ont également incendié certaines écoles et en ont menacé d'autres qui ne se conformaient pas à l'interdiction. En conséquence, environ 42 500 enfants ne seraient pas scolarisés et ce chiffre devrait passer à 311 000 en 2019.⁵³

L'insécurité et la violence ont également compromis les moyens de subsistance de la population. La majorité de la population vivant de l'agriculture et du petit commerce, l'incapacité des personnes à accéder à leurs terres et à leurs marchés du fait de leur déplacement a entraîné de graves pénuries alimentaires.⁵⁴

Les besoins humanitaires dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont importants, mais la réponse a été limitée. Des cas de nouveaux déplacements ont même été signalés dans les régions de l'Ouest et du littoral, en raison de l'extension du conflit aux régions voisines. Le plan d'intervention humanitaire de l'ONU publié en mai 2018 prévoyait 15,2 millions de dollars pour atteindre 160 000 personnes, mais depuis, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres personnes dans le besoin a considérablement augmenté. Très peu d'organisations internationales sont présentes sur le terrain et celles qui le sont ont dû donner la priorité, sur le peu de fonds qu'elles reçoivent, aux besoins essentiels des personnes venant d'être déplacées.⁵⁵ La

réponse a commencé à s'accélérer au second semestre, mais à la fin de l'année, 40 % seulement des fonds demandés avaient été obtenus.⁵⁶

L'éducation est au cœur du nouveau conflit au Cameroun et le gouvernement a continué d'imposer le français dans les écoles anglophones en dépit d'une opposition intense et généralisée. Cela a engendré les tensions qui ont déclenché la violence et les déplacements. Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché, mais la réponse a été entravée par un financement limité et des priorités concurrentes.⁵⁷ Une aide humanitaire accrue réduira l'impact sur les personnes touchées, en particulier les enfants, mais une solution politique au conflit est essentielle pour éviter de nouveaux déplacements.



Des familles déplacées au nord-est du Cameroun attendent de recevoir une aide d'urgence. Crédit photo : NRC/Philippe Douryan

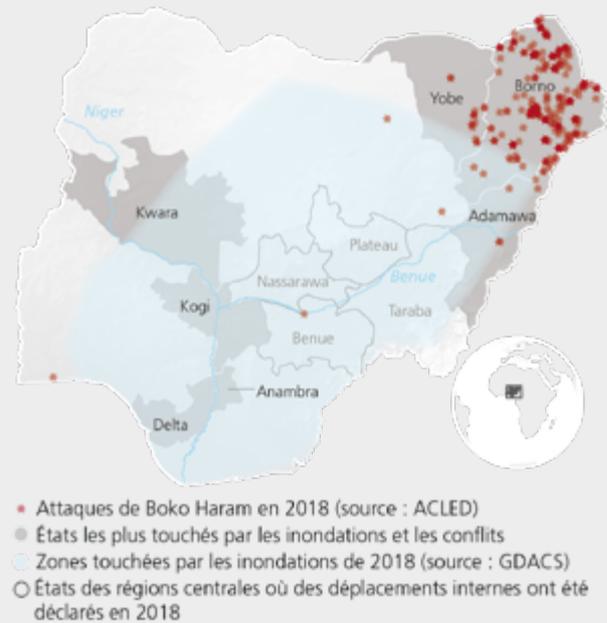
NIGÉRIA

Les inondations et les conflits ont convergé pour aggraver une crise existante

Plus de 541 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au Nigéria en 2018, ce qui porte à 2,2 millions le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année. Le conflit en cours dans les États du Nord-Est et le nouveau conflit entre éleveurs et agriculteurs en concurrence pour des ressources rares dans les régions centrales ont entraîné respectivement 341 000 et 200 000 nouveaux déplacements. En outre, 34 des 36 États du Nigéria ont été touchés par des inondations lorsque le fleuve Niger et la rivière Benue sont sortis de leurs lits. Ces inondations ont submergé des milliers d'habitations et provoqué 600 000 nouveaux déplacements.⁵⁸

Malgré les discours officiels affirmant que Boko Haram était proche de la défaite, les attaques de groupes d'opposition armés se sont poursuivies l'année dernière, en particulier dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, dans le nord-est du pays.⁵⁹ À la fin de 2018, environ 90 % des déplacés internes, soit un peu plus de deux millions de personnes, vivaient dans le nord-est du pays. En outre, environ 832 000 personnes continuent de vivre dans des zones contrôlées par des groupes armés dans le Nord-Est et restent inaccessibles aux travailleurs humanitaires.⁶⁰ L'accès humanitaire a été fortement limité au cours des dix années de conflit, malgré les efforts des organisations pour négocier des points d'entrée.

Plus de 311 000 mouvements ont été déclarés comme retours par les fournisseurs de données en 2018 ; cependant, ces retours ne sont pas considérés comme durables, car les personnes déplacées retournent dans des logements endommagés ou détruits, ou vivent encore dans des zones dangereuses. Le gouvernement nigérian investit dans des projets de reconstruction pour promouvoir le retour des personnes déplacées.⁶¹ Dans la région de Bama, dans l'État de Borno, il a construit ou rénové environ 10 000 maisons, plus de 150 salles de classe et plus de 50 pompes à eau manuelles. Il a approuvé le retour de 120 000 déplacés internes en mars 2018, mais des groupes armés sont toujours actifs dans la région.⁶² Les préoccupations relatives à la situation sécuritaire instable ont amené l'ONU et le gouverneur de l'État de Borno à signer un cadre de politique de retour stipulant que les services de première nécessité



et la sécurité doivent être rétablis avant que les déplacés internes ne retournent dans leurs régions d'origine. En tant que tel, il s'agit d'une étape importante pour assurer des retours sûrs, durables et dans la dignité.⁶³

Dans les régions centrales, les tensions qui montaient depuis quatre ans entre les éleveurs du nord de la région et les agriculteurs du sud ont dégénéré en conflit armé en 2018, entraînant une violence et des destructions considérables. La désertification associée au changement climatique a contribué aux déplacements en dégradant des pâturages déjà surexploités, ce qui a contraint des éleveurs à migrer vers le sud pour en trouver d'autres. Le conflit dans le Nord-Est a également entraîné des déplacements d'éleveurs vers le sud. Ces facteurs, conjugués à d'autres, ont attisé les tensions en 2018. Une nouvelle loi interdisant le libre pâturage dans l'État de Benue a suscité la colère des éleveurs, qui ont été poussés vers des États voisins où ils se sont affrontés avec des agriculteurs, et une culture d'impunité pour les crimes commis dans le passé, y compris les meurtres et la destruction de villages, a aggravé la situation en encourageant les gens à se faire justice eux-mêmes. Cinq personnes seulement ont été jugées et condamnées pour des meurtres dans la région depuis 2017. Compte tenu de la sous-déclaration de la crise et du manque de présence humanitaire dans la région, les chiffres des déplacements déclarés sont probablement sous-estimés.⁶⁴

La majorité des nouveaux déplacements liés au conflit des régions centrales ont été enregistrés dans les États de Benue, Nasarawa et Plateau. Les organisations locales de gestion des urgences ont réagi à la crise. Par exemple, l'organisation de gestion des urgences de l'État du Plateau a fourni de la nourriture et de l'eau aux



La congestion du camp Teachers Village à Maiduguri, dans l'État de Borno, a entraîné un manque d'abris et plus de 10 000 personnes déplacées ont dû être transférées vers un nouveau site. Crédit photo : IOM/ Jorge Galindo, mars 2019

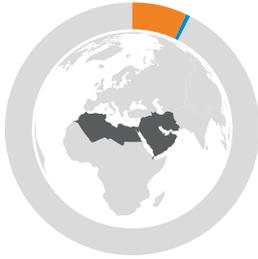
personnes déplacées dans les camps situés dans cet État, mais des pénuries sont encore signalées.⁶⁵ Les résidents du camp se plaignent de la surpopulation et du manque d'eau. Plus de 60 % des personnes déplacées dans la région sont des enfants non scolarisés.⁶⁶ La situation en matière de déplacements dans le Nord-Est a suscité une réaction substantielle de la part de la communauté internationale, mais aucune présence internationale significative n'a été engagée dans la crise en cours dans des régions centrales.⁶⁷

Le Nigéria est également très sujet aux inondations, particulièrement répandues en 2018. En effet, 80 % du pays a été inondé à un moment donné au cours de l'année et le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans les États les plus touchés (Anambra, Delta, Kogi et Niger).⁶⁸ Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles ont été inondés, ce qui a porté atteinte aux moyens de subsistance des agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes.⁶⁹ Dans les zones urbaines, une mauvaise planification et un mauvais zonage ont conduit à la

construction de nombreuses zones résidentielles sur des terres inondables. À cela s'ajoutent de mauvais systèmes de drainage, ce qui rend les habitations extrêmement vulnérables aux inondations régulières.⁷⁰ La Croix-Rouge nigériane a été à l'avant-garde de la réponse aux besoins des personnes déplacées par les inondations.⁷¹

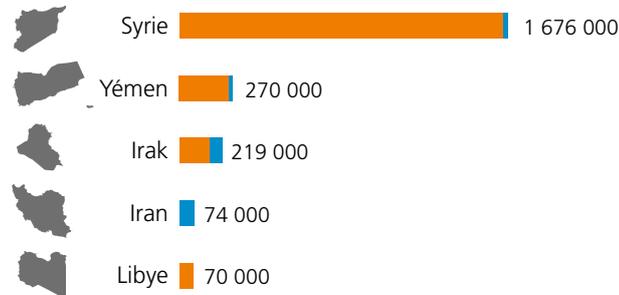
Le Nigéria est le plus grand pays de l'Afrique subsaharienne en termes de population et d'économie, mais les conflits, les catastrophes et les projets de développement entraînent de nombreux déplacements chaque année.⁷² Un projet de politique nationale sur le déplacement interne, aligné sur les Principes directeurs et la Convention de Kampala de 2011, a été présenté au gouvernement. Cependant, huit ans plus tard, il n'a toujours pas été adopté.⁷³ L'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité des personnes et leur exposition au déplacement, et à répondre aux besoins des personnes déjà déplacées, doivent constituer une priorité pour le gouvernement.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



Conflits 2 137 000
Catastrophes 214 000
8,4 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Les conflits et la violence ont continué de provoquer des déplacements internes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le nombre de nouveaux déplacements (plus de 2,1 millions) est en baisse de plus de 50 % par rapport à l'année précédente, mais à la fin de l'année, près de 11 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région, ce qui représente plus du quart du total mondial. La diminution des nouveaux déplacements résulte principalement de la perte d'intensité des conflits en Irak et en Syrie, les armées des deux pays consolidant leur emprise sur le territoire repris à des mains de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) et à d'autres groupes armés. Les catastrophes ont provoqué plus de 200 000 nouveaux déplacements.

Malgré la diminution des conflits et des déplacements de population en **Syrie** en 2018, la huitième année de guerre civile dans le pays a de nouveau provoqué certains des plus grands mouvements de population au monde. Plus de 1,6 million de nouveaux déplacements ont été enregistrés, le nombre le plus élevé de la région pour la quatrième année consécutive. Les offensives gouvernementales visant à reprendre des zones des gouvernorats d'Idlib et de Daraa ainsi que la banlieue de Damas sont à l'origine de la majorité des nouveaux déplacements. La bataille de Daraa en a provoqué plus de 285 000, ce qui en fait l'événement le plus important de la guerre en termes de déplacements.

Des retours massifs ont également été enregistrés peu après chaque offensive, et ils devraient se poursuivre au cours des prochains mois. Il sera important de suivre de près ces mouvements pour mieux comprendre les conditions dans lesquelles les personnes retournent (cf. En détail - Syrie, p. 24). Les fortes pluies et les inon-

dations, particulièrement intenses en 2018, ont déplacé 27 000 personnes dans les gouvernorats d'Al Hasakeh, d'Idlib, d'Alep et d'Ar Raqqa, toutes étant des déplacées internes vivant déjà dans des conditions précaires dans des camps.

Le conflit au **Yémen** a connu une escalade de la violence au second semestre 2018 lorsque la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a intensifié son offensive afin de prendre le contrôle du port Al-Hodeïda, alors entre les mains du mouvement houthi. Les habitants ont commencé à fuir la ville à titre préventif au début du mois de juin, lorsque les combats ont semblé imminents, ce qui a finalement entraîné des mouvements de masse. Au moins 64 000 nouveaux déplacements ont pu être vérifiés, mais plusieurs reportages de médias non validés ont fait état de centaines de milliers de déplacements et le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé. Les combats ont ensuite connu une accalmie temporaire, mais ils ont repris en octobre et novembre, posant de graves problèmes humanitaires.

Les parties au conflit se sont rencontrées à Stockholm en décembre et sont convenues de redéployer mutuellement leurs forces, d'échanger des prisonniers et de discuter de mesures de désescalade sur le front de Taëz.⁷⁴ Au début de 2019, de nombreux détails de l'accord restaient à régler et des échanges de tirs ont continué de menacer le fragile cessez-le-feu, mais celui-ci a permis d'éviter une crise humanitaire majeure.

Dans l'ensemble du pays, 252 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés et, à la fin de l'année, au moins 2,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne. Ces chiffres

sont considérés comme des sous-estimations en raison de problèmes de collecte de données dus aux contraintes d'accès. Plus de 18 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés, à la suite de cyclones qui ont frappé les gouvernorats du sud en mai et en octobre.

Environ 1,1 million de retours ont été enregistrés en Irak en 2018, soit plus que les nouveaux déplacements. Le nombre de nouveaux déplacements (150 000) était au plus bas depuis 2014, année du début de la guerre contre l'EIIL. Malgré la fin officielle du conflit le 9 décembre 2017 et le nombre élevé de retours, près de deux millions de personnes vivaient encore en situation de déplacement à la fin de 2018. Les conditions de vie de ces personnes sont généralement difficiles et bon nombre de celles qui vivent dans des camps doivent composer avec des abris et des services inadéquats, et peinent à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.⁷⁵

On ne sait pas si les personnes qui ont essayé de rentrer chez elles ont pu trouver des solutions durables. Près de 9 000 personnes pensées comme étant retournées ont effectivement pu rentrer chez elles, mais les informations disponibles sont insuffisantes pour déterminer la situation de la majeure partie de ces personnes. Parmi les obstacles potentiels aux solutions durables figurent

les procédures bureaucratiques, la dégradation des habitations et des infrastructures essentielles, le manque de moyens de subsistance et la présence de mines terrestres et de munitions non explosées.⁷⁶ Ces facteurs se sont combinés pour ralentir le rythme des retours, car les personnes déplacées choisissent de rester déplacées jusqu'à ce que la situation s'améliore dans leurs régions d'origine.

Les inondations et la sécheresse ont provoqué la majorité des 69 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes qui ont été enregistrés en Irak l'année dernière. Les inondations ont particulièrement touché le nord du pays, provoquant la mort de plus de 35 000 personnes dans les gouvernorats de Ninewa, Salah al Din, Dahuk et Kirkuk fin novembre et début décembre. Un nombre important de personnes déplacées ont de nouveau été déplacées des camps lorsque leurs tentes ont été détruites. La sécheresse a provoqué 20 000 nouveaux déplacements dans le sud du pays, les habitants fuyant leurs maisons à la recherche de moyens de subsistance, en particulier dans les gouvernorats de Thi Qar, Missan et Qadissiya.⁷⁷

La situation en Libye s'est considérablement détériorée en 2018, avec 70 000 nouveaux déplacements liés à des conflits et à la violence, soit plus du double du nombre de



Des enfants jouent dans le camp de déplacés informel d'Al Habbari à Sanaa, au Yémen. Crédit photo : NRC/Becky Bakr Abdulla, août 2018

l'année précédente. Un nouveau conflit dans les centres urbains de Tripoli, Derna et Sebha a entraîné la destruction d'infrastructures et la dégradation des services de première nécessité, ce qui a provoqué plus de 63 000 nouveaux déplacements. Des migrants et des réfugiés dont les centres de détention étaient pris entre deux feux ont également été touchés (cf. En détail -Libye, p. 26). Des combats et des déplacements ont également eu lieu dans les districts de Jufra et Murqub et dans les villes de Syrte et Sabratha, ainsi que dans de vastes étendues du sud du pays, où des groupes armés étrangers ont continué à établir des refuges et à alimenter l'insécurité.

Des offensives militaires en **Égypte** contre un affilié de l'EIL ont conduit à des expulsions et à la destruction généralisée d'habitations, de bâtiments commerciaux et de fermes dans le gouvernorat du Nord-Sinaï. Plus de 15 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, mais ce chiffre est probablement sous-estimé étant donné que la zone est inaccessible et que le chiffre a été compilé à l'aide de l'imagerie satellitaire et de comptes rendus de témoins oculaires.⁷⁸

En 2018, un plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes soudaines ont été enregistrés dans la région par rapport aux années précédentes. **L'Iran**, qui est sujet à diverses catastrophes naturelles, a été le pays le plus touché. Les tempêtes de neige de janvier et de février ont provoqué 24 000 nouveaux déplacements et les inondations plus de 1 400 tout au long de l'année. En novembre, un séisme a frappé la province occidentale de Kermanshah, en particulier Sar Pol-e Zahab, provoquant près de 47 000 nouveaux déplacements.

Perspectives urbaines

Plus de 65 % de la population de la région vit dans des zones urbaines, les villes de la région ayant toujours été des plaques tournantes du commerce et du développement.⁷⁹ C'est aussi dans les villes et les villages qu'ont eu lieu la plupart des conflits et des déplacements de la région au cours des dernières années⁸⁰ (par exemple : Alep, Daraa, Idlib et Raqqa en Syrie, Aden, Al-Hodeïda et Taiz au Yémen, Benghazi et Tripoli en Libye et Mossoul en Irak).⁸¹ Certains des conflits sont en cours et, parmi ceux qui sont terminés ou se sont stabilisés, les problèmes de reconstruction et de relèvement ont empêché la mise en place de solutions durables.

Dans certains conflits, des quartiers entiers ont été assiégés, ce qui a emprisonné des civils chez eux ou dans leur

environnement immédiat. La Ghouta orientale en Syrie en est un exemple. Comptant un million d'habitants, elle a été assiégée pendant cinq ans. Des frappes aériennes et des tirs de mortier ont perturbé la fourniture des services de première nécessité et bloqué l'entrée de nourriture et d'aide humanitaire. Lorsque le siège a été levé en mars 2018, plus de 158 000 personnes ont été déplacées.⁸²

Dans des villes comme Alep, Mossoul et Taiz, des déplacements intra-urbains ont été observés, les habitants fuyant vers des quartiers plus sûrs à la recherche de sécurité et de services.⁸³ À Alep, Bagdad et Damas, les luttes de pouvoir ont influencé ces mouvements, les conflits et la violence servant à réorganiser et diviser les populations en groupes ethniques et religieux, dictant leurs destinations possibles et leur capacité ou incapacité à rentrer chez eux.⁸⁴

Le conflit urbain n'est pas un phénomène nouveau, mais il pose des problèmes particuliers aux personnes déplacées. Les munitions non explosées, les mines terrestres et les pièges constituent une menace importante pour la sécurité des personnes qui veulent regagner des zones auparavant densément peuplées.⁸⁵ La destruction des infrastructures et la perturbation des services essentiels ont des impacts directs, indirects et cumulatifs susceptibles de rendre inhabitables des quartiers entiers et des villes entières.⁸⁶ Une fois les combats terminés, la relève peut prendre des années, selon l'ampleur des dégâts. Plus d'un an après sa libération de l'EIL, la majeure partie de Raqqa est toujours en ruines et des munitions non explosées jonchent la ville.⁸⁷

La désescalade des conflits urbains prolongés est essentielle pour promouvoir la stabilité et le développement à long terme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La reconstruction est, elle aussi, essentielle pour consolider la paix et garantir la capacité des personnes touchées à retrouver une vie normale. Les retards risquent de déstabiliser des villes et des pays, et de favoriser ainsi l'émergence de nouveaux conflits et déplacements. Au-delà de l'aide humanitaire immédiate et indispensable, les problèmes engendrés par les conflits urbains et les déplacements de population ne seront surmontés que si le secteur du développement s'engage dans la mise en œuvre d'initiatives de relèvement à plus long terme. La revitalisation des économies locales est indispensable pour réduire la pauvreté, et une planification urbaine robuste est tout aussi importante pour soutenir la relève et réduire les facteurs d'insécurité et de conflit sous-jacents dans l'ensemble de la région.⁸⁸

Les fortes pluies et les inondations généralisées de décembre 2018 ont gravement touché les personnes déplacées vivant dans le camp d'Al-Areesha en Syrie. Crédit photo © HCR/ Hisham Arafat, décembre 2018



EN DÉTAIL

SYRIE

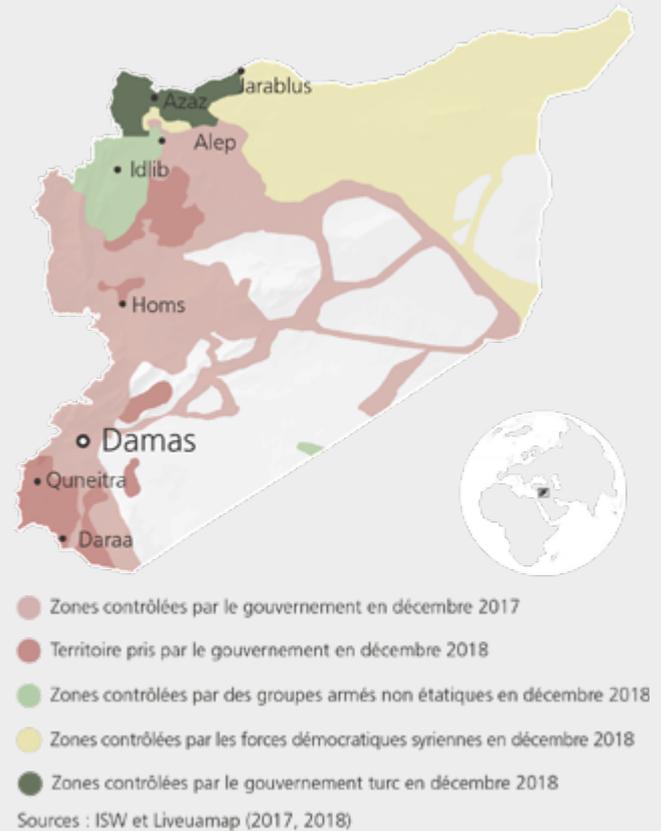
Une année décisive pour le conflit, mais pas pour les personnes déplacées

Le gouvernement syrien a repris le contrôle de vastes territoires en 2018, ce qui en fait une année décisive dans la guerre civile du pays. Des groupes armés non étatiques ont subi de lourdes pertes lorsque le gouvernement et les forces affiliées ont repris les gouvernorats de la Ghouta orientale, de Daraa et de Quneitra, la banlieue sud de Damas et la ville de Homs et ses environs. Seul le gouvernorat d'Idlib demeure entre les mains d'acteurs non étatiques.

Alors que le conflit touche à sa fin, des discussions sur la reconstruction et les retours après le conflit ont commencé. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi en avril qui définit les zones de reconstruction dans toute la Syrie. La loi n° 10 donne également aux propriétaires fonciers de ces zones un an pour prouver leurs droits de propriété ou risquer de perdre leurs terres sans indemnisation.⁸⁹ Cette loi a été critiquée pour les obstacles importants au retour qu'elle pourrait créer (cf. En détail - Syrie, p. 96).⁹⁰

L'année a commencé avec l'avancée des forces gouvernementales vers les gouvernorats du nord de Hama et l'ouest d'Alep, dans les zones rurales du nord de Hama et les zones rurales occidentales d'Alep, déclenchant plus de 325 000 nouveaux déplacements en six semaines.⁹¹ Une offensive lancée en février pour reprendre l'enclave assiégée de la Ghouta orientale a duré sept semaines et a provoqué plus de 158 000 nouveaux déplacements entre le 9 mars et le 22 avril.⁹² Environ 66 000 personnes ont été déplacées vers des zones du nord-ouest de la Syrie, notamment à Idlib et à Alep, qui étaient encore sous le contrôle d'acteurs armés non étatiques. Ces zones ont accueilli un grand nombre de combattants déplacés et leurs familles au fil des ans à la suite de cessez-le-feu locaux.⁹³

De violents combats ont également éclaté dans les gouvernorats du sud de Daraa et de Quneitra en juin et juillet, aboutissant à un accord qui a rétabli le contrôle du gouvernement. L'offensive a mené au plus grand événement de la guerre en termes de déplacements.⁹⁴ La campagne d'un mois a provoqué au moins 285 000 nouveaux déplacements, la majorité sur une période de deux semaines seulement.⁹⁵



Un sort similaire semblait attendre le gouvernorat d'Idlib à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre. Le renforcement des forces du gouvernement et des forces affiliées le long de la ligne de conflit dans les gouvernorats au nord de Hama et à l'ouest d'Alep, suivi d'une augmentation des bombardements aériens, a suscité un tollé international et des appels à la retenue. L'ONU, les ONG internationales et les gouvernements du monde entier ont averti qu'une nouvelle escalade entraînerait une catastrophe humanitaire.⁹⁶ La région compte 2,3 millions d'habitants, dont près de la moitié sont des personnes déplacées, qui n'auraient nulle part où fuir parce que la Turquie a fermé sa frontière.

Idlib représente le plus grand groupe de personnes déplacées dans le pays par rapport à la taille de sa population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, et les déplacements répétés dans le gouvernorat sont courants. Selon les déclarations des organisations d'aide sur le terrain, les familles ont été déplacées en moyenne trois ou quatre fois, et parfois jusqu'à une douzaine de fois.⁹⁷ Bon nombre d'entre elles auraient peut-être décidé de fuir à l'étranger si la Turquie n'avait pas fermé sa frontière. La prolifération des groupes armés a davantage déstabilisé la région, des affrontements occasionnels entre factions et la criminalité ayant perturbé la vie quotidienne et l'acheminement de l'aide humanitaire.

La Turquie et la Russie ont conclu un accord le 17 septembre pour créer une zone démilitarisée d'une largeur de 14 à 19 kilomètres le long de la ligne de

Dégâts, destruction et déplacements importants à Alep.
Crédit photo : UNHCR/Antwan Chnkdji, octobre 2018



contact et s'étendant jusqu'aux zones du nord-est de la région rurale de Lattaquié. La police militaire turque est en poste pour surveiller le respect de l'accord, qui prévoit notamment le retrait de toutes les armes lourdes. Si l'accord a évité une catastrophe humanitaire pour le moment, il n'en reste pas moins que les informations faisant état de violations par toutes les parties sont préoccupantes.⁹⁸ La stabilité initiale qu'il a instaurée doit être renforcée afin de mettre en place une solution plus durable qui protège véritablement les civils d'Idlib.

De nombreuses personnes déplacées qui ont fui leur foyer en 2018 sont depuis retournées dans leurs régions d'origine, notamment dans le sud. Environ 695 000 personnes ont été déclarées comme étant rentrées chez elles en 2018. Reste à savoir toutefois, étant donné l'ampleur des dégâts causés par les combats, l'insécurité persistante et le manque de services de première nécessité et de moyens de subsistance, combien de personnes rentrées ont trouvé des solutions durables. Des personnes déplacées, dont le nombre est inconnu, n'ont pas voulu retourner, préférant attendre de voir quelles seraient leurs conditions de vie dans leurs régions d'origine contrôlées par le gouvernement.⁹⁹

Les habitants du sud qui souhaitent rester chez eux, y compris les anciens combattants, ont reçu l'ordre de « régulariser » leur situation auprès du gouvernement, ce qui implique de se rendre dans un centre d'enregistrement local pour entamer une procédure de réconciliation et se faire amnistier. Reste à savoir ce que cela signifiera pour les nombreuses personnes qui vivaient auparavant dans des zones non contrôlées par le gouvernement,

mais selon certains rapports initiaux, des anciens combattants et d'autres jeunes hommes ont été arrêtés.¹⁰⁰

Des données empiriques laissent à penser que la sécurité s'est quelque peu améliorée dans ces régions. Cependant, des services de première nécessité font toujours défaut, en particulier dans les zones rurales de Daraa et de Quneitra, et les restrictions à l'accès humanitaire entravent la fourniture de l'aide. Le chômage constitue également un problème, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés et ceux soupçonnés d'être des militants antigouvernementaux, d'anciens combattants ou d'anciens responsables de groupes armés non étatiques.¹⁰¹ De nombreux fonctionnaires qui ne sont pas directement affiliés à des groupes armés auraient repris leur travail.

Alors que le conflit touche apparemment à sa fin, d'importantes questions subsistent quant à la période qui suivra sa fin. On ne sait pas qui financera la reconstruction des grands centres urbains tels qu'Alep et Raqqqa afin que les personnes déplacées puissent y retourner en toute sécurité et dans la dignité.¹⁰² On ne sait pas non plus comment le nord-est de la Syrie et le gouvernorat d'Idlib seront administrés – une situation susceptible de raviver le conflit.

Dans un pays où près de la moitié de la population a été déplacée, la gestion du retour sûr et durable des réfugiés et des déplacés internes constituera un énorme défi. Des pressions devraient être exercées sur le gouvernement syrien pour qu'il règle la crise des déplacements avec des politiques englobantes conformes aux Principes directeurs afin que le pays ne s'embrase pas de nouveau.¹⁰³

LIBYE

Déplacements urbains provoqués par l'escalade des conflits et de l'insécurité



L'année 2017 avait laissé espérer une diminution des combats et des déplacements en Libye, mais les affrontements se sont intensifiés dans plusieurs régions du pays en 2018. Les combats se sont surtout déroulés dans les centres urbains de Tripoli, Derna et Sebha, provoquant 70 000 nouveaux déplacements. À la fin de l'année, environ 221 000 personnes vivaient en situation de déplacement dans le pays, dans des conditions très difficiles et sans possibilité de retour en raison de la destruction de leurs logements, de l'insécurité persistante et du manque de ressources.¹⁰⁴

À Tripoli, siège du gouvernement internationalement reconnu, la détérioration de la situation économique a alimenté de nouveaux conflits. Des milices venant d'autres villes ont attaqué les quartiers du sud de Tripoli à la fin du mois d'août et les affrontements violents se sont poursuivis jusqu'au début du mois d'octobre. Les combats ont été déclenchés par une offensive visant un meilleur contrôle des institutions économiques au motif qu'un petit nombre de milices rivales et de groupes d'intérêts de la capitale avaient un accès disproportionné à la richesse du pays.¹⁰⁵

En conséquence, près de 33 000 personnes ont été déplacées et de nombreuses autres ont été bloquées chez elles sans accès aux produits et services de première nécessité. Le Croissant-Rouge libyen a reçu plus de 2 000 appels de familles demandant à être évacuées, dont seulement 10 % ont obtenu satisfaction. L'utilisation d'armes lourdes a fortement endommagé des habitations, des routes, des infrastructures de télécommunications et de services publics, ainsi que des établissements de santé et d'éducation. La plupart des personnes déplacées ont été hébergées chez des parents ou des amis, mais environ 200 familles ont cherché refuge dans cinq écoles de Tripoli.¹⁰⁶

La Libye demeure le principal point de départ des personnes qui tentent de traverser la Méditerranée pour atteindre l'Europe et c'est aussi la destination finale des migrants économiques d'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi les combats ont également touché les conditions de vie d'environ 8 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile placés dans des centres de détention de la ville. L'accès humanitaire dans les zones touchées par le conflit

a été fortement limité, ce qui a privé d'eau et de nourriture des milliers de détenus pendant plusieurs jours.¹⁰⁷ Des centaines d'autres personnes ont été évacuées vers des endroits plus sûrs ou ont simplement été libérées et livrées à elles-mêmes pour se frayer leur propre chemin dans la zone de conflit vers la sécurité. D'autres ont été retirés des centres de détention par des milices, qui les ont ensuite forcées à prendre part aux hostilités.¹⁰⁸

La ville côtière de Derna est assiégée par l'armée nationale libyenne (ANL), liée aux autorités de l'est du pays, depuis juillet 2017. Elle était contrôlée par une coalition de combattants locaux et islamistes, connue sous le nom de Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna, qui était la seule ville de l'est du pays à résister au contrôle de l'ANL.¹⁰⁹ Une nouvelle offensive visant à s'emparer de la ville a commencé en mai 2018 et de violents combats et bombardements se sont poursuivis en juin, provoquant près de 24 000 nouveaux déplacements. L'approvisionnement en électricité et en eau a été interrompu et la fourniture de services de première nécessité perturbée. Les marchés étaient à court de produits alimentaires, et il ne restait qu'un seul hôpital fonctionnant à capacité fortement réduite. Les points d'entrée de la ville ont été initialement fermés, empêchant ainsi la fourniture d'une aide vitale, mais les autorités ont ouvert un couloir humanitaire et ont commencé à permettre aux familles de quitter la ville à la fin du mois de mai.¹¹⁰

Dans la ville méridionale de Sebha, des conflits éclatent périodiquement entre les tribus Tebu et Awlad Suleiman sur le contrôle des grands axes de contrebande et de trafic illicite. Les combats de 2018 ont provoqué près de 7 000 nouveaux déplacements. Les personnes qui ont fui les quartiers sud et est de la ville ont été hébergées dans des écoles fermées en raison des vacances scolaires, puis ont été déplacées pour permettre aux écoles de rouvrir.¹¹¹ La liberté de circulation des civils a également été restreinte et de graves pénuries de produits et services de première nécessité ont été signalées.¹¹² Très peu de rapports ont mentionné la situation critique des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais étant donné que Sebha a été désignée comme capitale mondiale de la traite des êtres humains l'année dernière, ils ont très probablement été touchés. Les évaluations effectuées

dans les districts de Sebha font état de la présence de réfugiés et de migrants dans chaque zone évaluée.¹¹³

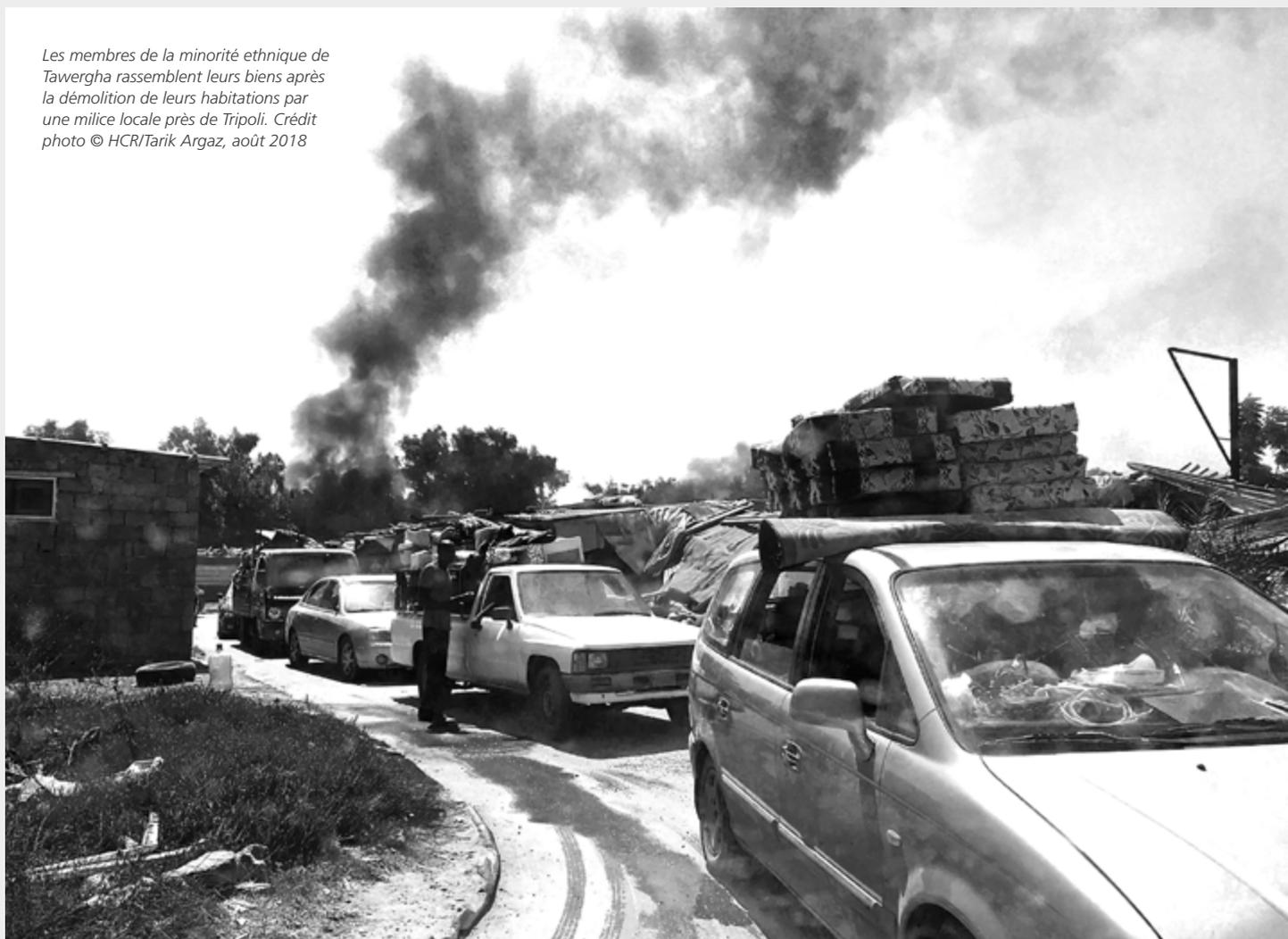
La violence à Sebha a par ailleurs mis en évidence le manque de contrôle du gouvernement sur le sud de la Libye. Les frontières poreuses de la région aggravent l'insécurité en permettant aux groupes armés étrangers d'établir des refuges dans la région et facilitent la traite des personnes se dirigeant vers le Nord. La combinaison de l'anarchie croissante et de la détérioration des services de première nécessité signifie que les conditions de vie sont désastreuses pour de nombreux habitants du sud, y compris les personnes déplacées.¹¹⁴ Les personnes déplacées dans la région ont désespérément besoin d'abris adéquats, de nourriture et d'articles ménagers essentiels, mais du fait de l'insécurité qui règne dans cette région, l'accès humanitaire est au mieux sporadique.¹¹⁵

Le gouvernement internationalement reconnu de Tripoli a enclenché une première série de réformes économiques depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, mais les combats pour les ressources vont probablement demeurer un élément central de la crise du pays, en particulier dans les zones côtières et urbaines où l'activité économique est concentrée.¹¹⁶ Le gouvernement recon-

naît également qu'il est important d'améliorer la sécurité dans le sud du pays, mais l'immensité du territoire en fait un défi colossal et relativement peu prometteur de dividende politique.¹¹⁷

Il est à espérer que les élections présidentielles et législatives prévues pour 2019 sortiront la Libye de son impasse politique. Cela dit, des divisions subsistent entre les gouvernements rivaux à l'est et à l'ouest du pays, et les conférences de réconciliation nationale ont été retardées, laissant ainsi la porte ouverte à la poursuite des combats.¹¹⁸ Il faudra probablement attendre un certain temps avant que le pays soit sûr pour les Libyens et pour les migrants et les réfugiés qui continuent de traverser le pays.

Les membres de la minorité ethnique de Tawergha rassemblent leurs biens après la démolition de leurs habitations par une milice locale près de Tripoli. Crédit photo © HCR/Tarik Argaz, août 2018

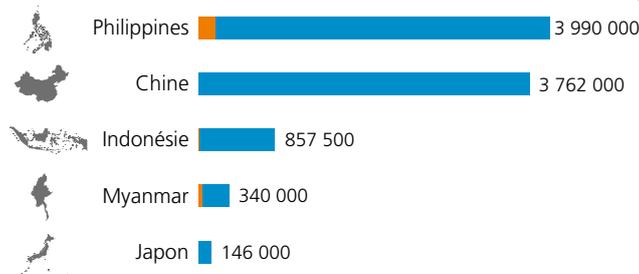


ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



Conflits 236 000
Catastrophes 9 332 000
34,2 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Comme les années précédentes, c'est dans la région Asie de l'Est et Pacifique qu'ont eu lieu la plupart des déplacements internes liés aux catastrophes qui ont été enregistrés dans le monde en 2018. Les typhons, les pluies de mousson et les inondations, les séismes, les tsunamis et les éruptions volcaniques ont provoqué 9,3 millions de nouveaux déplacements. Des pays très exposés tels que les Philippines, la Chine, l'Indonésie et le Japon aux petits États et territoires insulaires tels que Guam, les Îles Mariannes du Nord et Vanuatu, les impacts ont varié considérablement dans cette vaste région.

Les **Philippines** ont enregistré à elles seules 3,8 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes, soit plus que tout autre pays dans le monde. Les évacuations préventives organisées par le gouvernement pour atténuer les effets des typhons entre juillet et décembre y ont fortement contribué. Le typhon le plus puissant, Mangkhut, a provoqué 1,6 million de nouveaux déplacements, soit environ 40 % du total national. Les inondations de la mousson, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain ont également provoqué des déplacements au cours de l'année.¹¹⁹

Le conflit armé entre l'armée philippine et des groupes islamistes, ainsi que d'autres violences, notamment des querelles de clans et des conflits fonciers, ont déclenché 188 000 nouveaux déplacements en 2018, principalement dans la région de Mindanao. Les efforts visant à rétablir la paix dans la région ont également progressé en juillet avec la signature de la loi organique de Bangsamoro, censée régler certains des griefs de longue date qui alimentent les conflits à Mindanao depuis des décennies.¹²⁰

À la fin de 2018, 301 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite du conflit aux Philippines, dont

environ 65 000 à Marawi qui, plus d'un an après la reprise par l'armée du pays de la ville aux mains d'affiliés de l'EIL, ne pouvaient toujours pas rentrer chez elles en raison de l'étendue des dégâts et de la présence de munitions non explosées (cf. En détail - Philippines, p. 32).

Près de 3,8 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés en **Chine**, en particulier dans les provinces du sud-est du pays frappées par des typhons. Malgré la force de certaines des tempêtes, notamment celle du typhon Maria de catégorie 5, les autorités chargées de la gestion des catastrophes ont réussi à réduire le risque de pertes de vies humaines en évacuant les populations des zones à haut risque. La Chine et les Philippines ont, à elles deux, largement contribué à l'augmentation du nombre de déplacements internes liés aux catastrophes tant au niveau régional qu'au niveau mondial.

La plupart des 853 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes qui ont été enregistrés en **Indonésie** ont été déclenchés par des événements géophysiques. Un certain nombre de séismes ont frappé l'île de Lombok en juillet et en août, provoquant 445 000 nouveaux déplacements, et un mois plus tard, un séisme et un tsunami dans la province de Sulawesi central en ont provoqué 248 000. Cet événement a entraîné une liquéfaction du sol et des dégâts importants, notamment la destruction de logements, en particulier dans la ville côtière de Palu et ses environs. Au moins 1 754 personnes ont perdu la vie. Un autre tsunami consécutif à une éruption volcanique dans le détroit de la Sunda a entraîné 47 000 nouveaux déplacements dans la province de Lampung en décembre.

Au **Myanmar**, les pluies et les inondations de la mousson ont provoqué la plupart des 298 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes qui ont été enregistrés au cours de l'année. Les quatorze États et régions du pays ont été touchés et une rupture de barrage provoquée par une rivière en crue dans la région de Bago en août a entraîné près de 79 000 nouveaux déplacements.¹²¹ Environ 42 000 liés à des conflits et à la violence ont également été enregistrés. Bon nombre d'entre eux ont été déclenchés par l'escalade des combats entre l'armée birmane et l'Armée pour l'indépendance au Kachin et dans le nord du Shan.¹²² La violence interethnique dans les zones contestées du Shan, riches en ressources, a également provoqué des déplacements, de même que d'autres événements dans les États de Karen, Chin et Rakhine.¹²³

Au **Japon**, environ 146 000 nouveaux déplacements provoqués par des typhons, tempêtes, pluies de mousson et inondations, séismes et glissements de terrain ont été enregistrés. Le pays a été frappé par un nombre exceptionnellement élevé de catastrophes en 2018 et, bien qu'il y soit généralement bien préparé, certaines faiblesses dans la gestion des risques de catastrophes et les systèmes d'alerte rapide ont été mises en évidence, notamment en termes de réactivité des citoyens (cf. En détail -Japon, p. 30).

Dans le Pacifique, un séisme a provoqué plus de 58 000 nouveaux déplacements en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**. L'activité volcanique a provoqué la plupart des 13 000 nouveaux déplacements enregistrés au **Vanuatu** et les inondations sont à l'origine de la plupart des 12 000 enregistrés aux **Fidji**. En **Australie**, une série de feux de brousse meurtriers, aggravés par une sécheresse exceptionnelle, a entraîné des dégâts importants et environ 10 000 nouveaux déplacements.¹²⁴

Un certain nombre de pays ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction du risque de déplacements à la suite de catastrophes, et les initiatives régionales de suivi, de préparation et de réaction ont également été renforcées.¹²⁵ De nombreux pays, dont le Japon, les Philippines et l'Indonésie, ont placé la question des déplacements liés aux catastrophes en tête de leurs priorités politiques en élaborant et en appliquant des lois et des politiques de gestion des risques de catastrophes. Les évacuations préventives effectuées par les autorités nationales et locales font partie des mesures qui, même si elles entraînent des déplacements, permettent de sauver des vies et de limiter les effets des catastrophes.

Certains petits États insulaires du Pacifique ont adapté leurs lois et leurs politiques aux nouveaux risques liés au changement climatique. Les Fidji, par exemple, ont élaboré des directives concernant la planification des relocalisations, qui tiennent compte des risques futurs.¹²⁶

Le Vanuatu a également élaboré l'année dernière une politique nationale sur les déplacements liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles – un exemple que d'autres pays confrontés à des problèmes similaires auraient tout intérêt à suivre.¹²⁷

PERSPECTIVES URBAINES

La région Asie de l'Est et Pacifique a connu une urbanisation rapide au cours des dernières décennies.¹²⁸ Souvent considérée comme un succès dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès des populations aux marchés et aux services de première nécessité, la croissance urbaine a également posé des problèmes, notamment d'inégalités alimentant les tensions sociales.¹²⁹

L'expansion des villes de la région a également augmenté le risque de déplacements liés aux catastrophes, en particulier dans les zones mal préparées pour résister aux effets des catastrophes.¹³⁰ Bon nombre sont situées dans la ceinture des cyclones tropicaux et dans la ceinture de feu du Pacifique, la zone sismique et volcanique la plus active au monde.¹³¹ Compte tenu de ce degré d'exposition, la combinaison de systèmes d'alerte rapide avec une planification urbaine robuste, des réglementations en matière de construction et une gestion des sols est essentielle pour réduire les risques à mesure que les villes se développent.

Selon le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC, en moyenne, plus de 5,4 millions de personnes risquent d'être déplacées par des inondations dans la région au cours des prochaines années, soit le niveau le plus élevé de risque de déplacement dû aux inondations (cf. Partie 3). De nombreux petits États et territoires insulaires du Pacifique, tels que le Vanuatu, la Nouvelle-Calédonie et les Palaos, figurent parmi les premiers au monde en termes de risque par rapport à la taille de la population. De nombreuses villes du Pacifique se sont développées ces dernières années, avec notamment des quartiers informels sur les berges de fleuves, dans des estuaires et des zones périurbaines, sur des sites de déchetterie et dans des mangroves. Cela a accru non seulement l'exposition aux aléas, mais également la vulnérabilité des populations et des biens, ce qui augmente le risque de déplacement et les effets potentiels du déplacement.¹³²

Les avancées politiques mentionnées ci-dessus vont dans la bonne direction, mais il est important de renforcer les capacités de mise en œuvre. Une planification du développement urbain prenant en compte les risques de catastrophe et de déplacement est également essentielle, d'autant plus que le taux de croissance urbaine annuel de la région Asie de l'Est et Pacifique devrait être de 3 %, l'un des plus élevés au monde.¹³³

JAPON

Évacuations à la suite de catastrophes et importance de la résilience

Situé à l'intersection de trois plaques tectoniques et sur la trajectoire des typhons saisonniers, le Japon est exposé à un éventail de risques susceptibles de provoquer des déplacements massifs et des dégâts importants sur les habitations et les infrastructures. L'année dernière n'a pas fait exception. Les tempêtes, inondations, crues soudaines, glissements de terrain, séismes et éruptions volcaniques ont déclenché plus de 146 000 nouveaux déplacements.

Cependant, le pays a développé une forte résilience aux effets potentiels des catastrophes naturelles.¹³⁴ La plupart des nouveaux déplacements enregistrés étaient des évacuations préventives, qui constituent une mesure efficace pour réduire les pertes de vies humaines lorsque les populations sont exposées aux catastrophes naturelles. La capacité du Japon à gérer le risque de catastrophe avec des systèmes d'alerte rapide et des plans d'évacuation est généralement efficace pour réduire les impacts, mais l'année dernière a montré que les citoyens n'étaient pas toujours aussi réactifs qu'ils pourraient l'être.

En 2018, les déplacements provoqués par des catastrophes ont varié entre deux personnes déplacées par un glissement de terrain dans la préfecture d'Oita en avril et plus de 30 000 personnes déplacées par le typhon Prapiroon début juillet.¹³⁵ Moins de trois semaines après les inondations et les glissements de terrain provoqués par les pluies du Prapiroon dans le sud-ouest du Japon, le typhon Jongdari a frappé la même région. Le gouvernement a émis des ordres d'évacuation préventifs pour Jongdari, mais des recherches menées à Hiroshima indiquent que moins de 4 % des citoyens en ont tenu compte.¹³⁶ Certains de ceux qui sont restés sur place ont été pris au piège des glissements de terrain et de la montée des eaux, et plus de 170 personnes ont perdu la vie, ce qui fait de Jongdari la catastrophe météorologique la plus meurtrière au Japon depuis des décennies.¹³⁷

Lorsque le typhon Jebi a frappé en août, la réactivité des citoyens s'est également révélée faible. Le Cabinet du Japon a ordonné l'évacuation de 30 000 personnes



environ, mais des études menées dans la préfecture de Kobé après la catastrophe ont montré que moins de 10 % d'entre elles avaient suivi cet ordre. Des coupures de courant ont empêché certaines personnes de recevoir cet ordre, tandis que d'autres ne l'ont pas entendu à cause du bruit du vent et de la pluie. Dans certaines régions, l'ordre d'évacuation a été émis après le début des inondations.¹³⁸ Jebi est le plus puissant des typhons ayant frappé le Japon au cours des 25 dernières années, et l'ampleur de la catastrophe a contribué à sensibiliser les communautés touchées à l'importance des évacuations préventives.¹³⁹ Environ la moitié des personnes interrogées à Kobé ont déclaré qu'elles évacueraient la prochaine fois si elles recevaient un ordre similaire.¹⁴⁰

Les évacuations associées aux séismes semblent brosser un tableau très différent. Un ordre préventif d'évacuation adressé à 100 personnes avant le séisme d'une magnitude de 6,6 qui a frappé Hokkaido en septembre a été entendu par 12 000 personnes.¹⁴¹ Le séisme a provoqué des glissements de terrain qui ont fait des victimes et entraîné des dégâts importants, notamment une coupure de courant qui a touché 5,3 millions de personnes.¹⁴² Cependant, l'ordre d'évacuation a été émis suffisamment tôt pour permettre aux habitants de la ville de Sapporo de s'enfuir vers des zones plus sûres avant le séisme. Le public japonais semble donc plus sensibilisé aux dangers des séismes qu'à ceux des inondations, en partie peut-être en raison de l'attention que les médias leur accordent.

Le gouvernement a pris des mesures en 2018 pour améliorer sa réponse aux catastrophes en pré-positionnant des fournitures dans les centres d'évacuation, au



Un homme dans un centre d'évacuation de la préfecture d'Okayama, organisé par la Croix-Rouge japonaise. Crédit photo : Japanese Red Cross Society, juillet 2018

lieu de les envoyer après l'événement à la demande des autorités municipales.¹⁴³ Il a également reconnu le phénomène des « évacués à domicile », c'est-à-dire des personnes qui restent dans leurs logements endommagés après une catastrophe mais utilisent les installations des centres d'évacuation en raison des coupures d'eau, d'électricité et d'autres services essentiels. Certaines personnes peuvent également avoir besoin de l'aide humanitaire pour acheter des produits alimentaires et non alimentaires.¹⁴⁴

D'autres cherchent un abri en dehors des zones d'évacuation officiellement désignées, et ces « auto-évacués » ne sont généralement pas pris en compte dans les efforts de reconstruction. Par exemple, certaines personnes qui ont été évacuées par leurs propres moyens lors du séisme de 2011 dans l'est du Japon ont été confrontées à d'importants problèmes d'accès au logement et à d'autres services de première nécessité destinés aux personnes évacuées, car elles ne figuraient pas dans les registres officiels du gouvernement.¹⁴⁵ S'attaquer au problème des personnes évacuées à domicile et de celles qui évacuent par leurs propres moyens est une étape importante pour garantir que toutes les personnes déplacées sont en mesure de trouver des solutions durables. Ne pas prévoir de dispo-

sitions pour les personnes qui évacuent par leurs propres moyens peut créer des inégalités dans les mécanismes d'indemnisation et augmenter le risque de déplacement prolongé.

Les catastrophes qui ont frappé le Japon en 2018 ont montré que même dans un pays bien préparé, des améliorations sont possibles. Compte tenu du niveau très élevé d'exposition des personnes et des biens aux risques, le pays devra investir de manière continue dans la réduction des risques de catastrophes et dans une réponse plus complète aux besoins des personnes déplacées. Un certain nombre de besoins subsistent, notamment sensibiliser les populations aux risques de catastrophes au niveau local et garantir l'efficacité des systèmes d'alerte rapide, afin que les ordres d'évacuation soient émis à temps, dûment diffusés et respectés. Des données plus complètes sur les mouvements de population pendant l'événement et plusieurs mois, voire plusieurs années, après l'événement sont également nécessaires. Au-delà des évacuations préventives, des informations font défaut sur la durée du déplacement, le retour des personnes, leur lieu de réinstallation ou leur intégration locale.

EN DÉTAIL

PHILIPPINES

Les solutions demeurent une perspective lointaine à Marawi, un an après

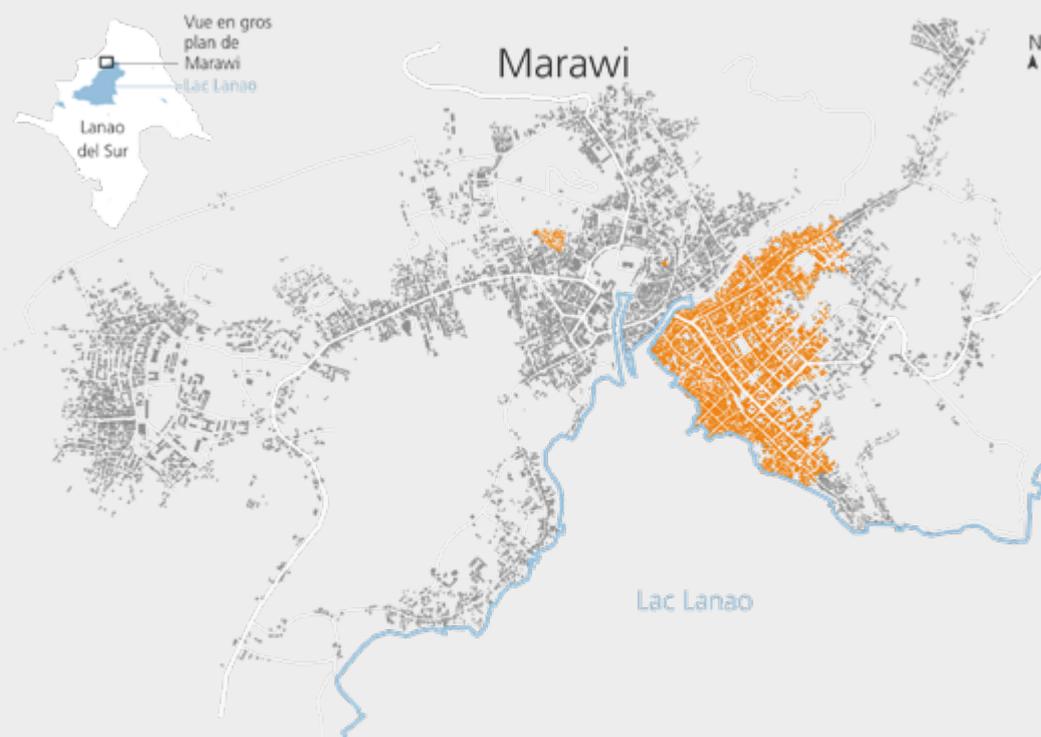
Marawi, ville à majorité musulmane de 200 000 habitants, est la capitale de la province de Lanao del Sur et le centre économique du sud des Philippines. Entre mai et octobre 2017, elle a connu le plus long conflit urbain du pays, au cours duquel plus de 1 000 personnes ont été tuées et 350 000 personnes de la région ont été déplacées. Un an plus tard, la reconstruction de la ville a commencé et la plupart des personnes déplacées sont retournées. Il reste toutefois 65 000 personnes déplacées, dont environ 14 000 vivent encore dans des abris d'évacuation et de transition.¹⁴⁶

Le conflit a éclaté le 23 mai 2017 lorsque les forces de sécurité philippines ont perquisitionné le domicile du chef du groupe Abu Sayyaf, une organisation locale affiliée à l'EIL. Le groupe Maute, autre organisation islamiste locale alliée au groupe Abu Sayyaf, a été appelé

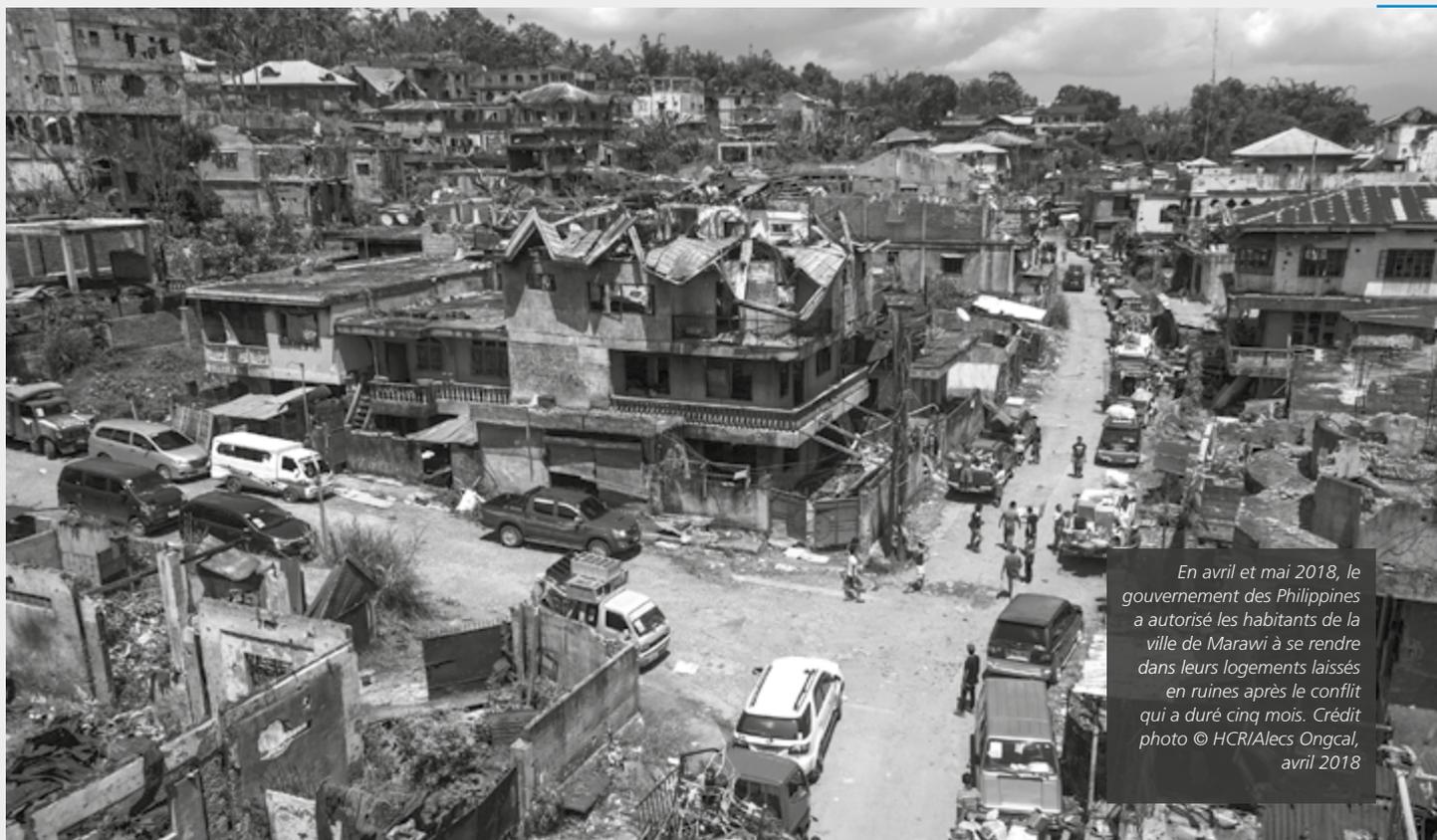


à fournir des renforts. Les militants ont mené une guerre urbaine invisible dans la région mais similaire à celle de l'EIL à Mossoul et dans d'autres villes irakiennes et syriennes. Ils ont créé un labyrinthe de tunnels improvisés dans le centre-ville densément construit pour échapper aux frappes aériennes, ont affronté les forces de sécurité et ont résisté à un siège de cinq mois. Les routes de la ville ont été saturées durant les trois premiers jours de la bataille, alors que les habitants tentaient de fuir. Entre 80 et 90 % ont fini par s'enfuir, certains à pied.¹⁴⁷

Lorsque les dirigeants des groupes Abou Sayyaf et Maute ont été tués et que le combat a été officiellement déclaré comme terminé, la ville se trouvait dans un état d'extrême destruction. Le quartier des finances et des affaires, qui représentait 30 % de la superficie urbaine,



■ Structures ■ Structures endommagées au 23 octobre 2017 — Routes principales — Routes 1 km
Analyse : IDMC, source : OSM, Google Earth V 6.2.2.6613. (4 avril 2019). Ville de Marawi, Philippines. Vue à 1,68 km d'altitude DigitalGlobe 2017



En avril et mai 2018, le gouvernement des Philippines a autorisé les habitants de la ville de Marawi à se rendre dans leurs logements laissés en ruines après le conflit qui a duré cinq mois. Crédit photo © HCR/Alecs Ongcal, avril 2018

a été complètement détruit.¹⁴⁸ L'armée a escorté les habitants pour récupérer ce qu'ils pouvaient des décombres de leurs maisons avant que la zone ne soit bouclée. Elle demeure inhabitable et la reconstruction ne commencera pas tant que les débris n'auront pas été nettoyés et les routes reconstruites, ce qui devrait prendre au moins 18 mois.¹⁴⁹

On estime que 70 % des personnes déplacées, soit plus de 270 000 personnes, sont rentrées chez elles à la fin de 2018.¹⁵⁰ Cependant, dans certaines zones considérées comme habitables, les personnes qui y sont retournées n'ont toujours ni électricité ni eau courante, ni accès à l'éducation ou à des moyens de subsistance, ce qui les empêche de reconstruire leurs vies.¹⁵¹ D'autres ont dû retourner dans des centres d'évacuation en attendant que leurs logements soient réhabilités. La majorité des personnes toujours déplacées vivent avec leur famille ou leurs amis, mais près de 2 000 familles vivent dans 21 centres d'évacuation gérés par le gouvernement, où elles sont confrontées à des problèmes d'hygiène et de gestion des déchets.¹⁵²

Le gouvernement a l'intention de transférer les personnes vivant encore dans des centres d'évacuation vers des abris temporaires, mais les personnes déjà transférées disent que les familles de six personnes ou plus ont dû partager une seule chambre, ce qui ne constitue guère

une amélioration par rapport à leurs conditions de vie antérieures.¹⁵³ La sécurité alimentaire est, elle aussi, une préoccupation majeure, car de nombreuses personnes déplacées n'ont pas pu trouver de travail depuis leur fuite. Avant les combats, Lanao del Sur était déjà la province la plus pauvre du pays, avec des taux de malnutrition comptant parmi les plus élevés et touchant la moitié de la population jeune.¹⁵⁴

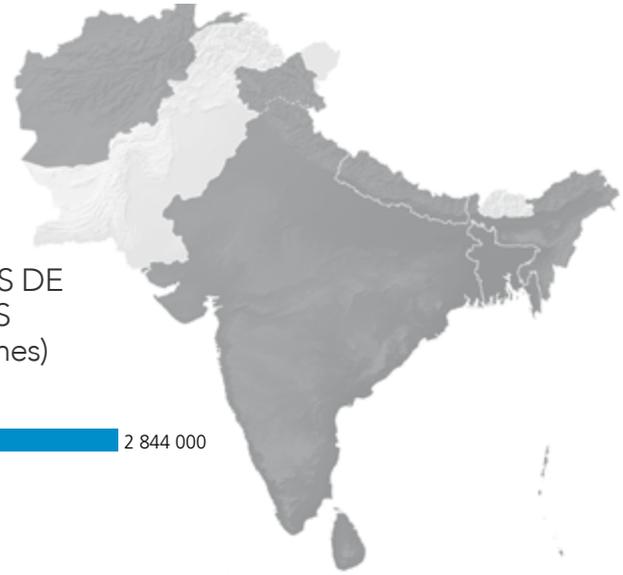
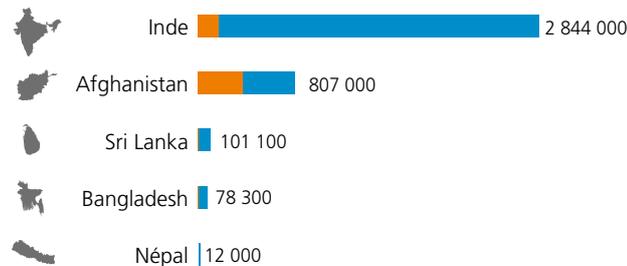
La résolution des problèmes de déplacement dans les villes décimées par la guerre urbaine est un processus long et complexe avec lequel se débattent les gouvernements de nombreuses régions. Le coût de la reconstruction de Marawi a été estimé à environ 1,2 milliard de dollars, dont 670 millions ont été promis par la communauté internationale en novembre 2018.¹⁵⁵ La reconstruction risque toutefois de prendre des années, laissant des milliers de personnes déplacées entre-temps. Leur déplacement prolongé est susceptible d'alimenter de nouveaux conflits car les jeunes et les personnes en âge de travailler, en particulier, peuvent se lasser des progrès lents et insuffisants. Un processus de reconstruction transparent incluant une consultation de la communauté est essentiel pour dissiper les craintes et la frustration des résidents.

ASIE DU SUD



Conflits 544 000
Catastrophes 3 303 000
13,8 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



En Asie du Sud, des déplacements massifs ont de nouveau été déclenchés par une série d'inondations, de tempêtes et de vagues de sécheresse, ainsi que par des conflits non résolus et des actes de violence. Les pays de la région demeurent aux prises avec la gestion des événements extrêmes saisonniers et récurrents liés aux conditions météorologiques, ceux-ci ayant entraîné plus de 3,3 millions de nouveaux déplacements. Outre les tempêtes tropicales et les inondations en Inde et au Pakistan, la saison de la mousson a eu de lourdes conséquences au Bangladesh et au Sri Lanka, de même que la sécheresse en Afghanistan. De nouvelles vagues de conflits et de violence en Inde et au Pakistan ainsi que des combats en cours en Afghanistan ont provoqué environ 544 000 nouveaux déplacements.

C'est en **Inde** qu'ont eu lieu la plupart des nouveaux déplacements de la région. Son nombre total de nouveaux déplacements est l'un des plus élevés au monde : 2,8 millions, dont près de 2,7 millions ont été provoqués par des catastrophes dans 15 États. Le pays a été particulièrement touché par la mousson, lorsque des inondations ont dévasté l'État du sud-ouest du Kerala.¹⁵⁶ Près de 1,5 million de nouveaux déplacements ont été enregistrés au Kerala lors de ce qui a été décrit comme les pires inondations du siècle. Le cyclone Titli a frappé les États d'Orissa et d'Andhra Pradesh en octobre, provoquant 400 000 nouveaux déplacements. Le cyclone Gaja, qui a frappé le Tamil Nadu en novembre, en a provoqué 249 000.¹⁵⁷

Plus de 160 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au Cachemire sous contrôle indien. La violence communautaire au Cachemire et au Bengale occidental a provoqué des actes de violence dans le Maharashtra et la violence politique à Tripura a également provoqué des déplacements à petite échelle (cf. En détail - Inde, p. 38).

Une succession d'années sèches avec des précipitations inférieures à la moyenne en **Afghanistan** a abouti à des conditions de sécheresse en 2018, en particulier dans les zones rurales du nord-ouest du pays. Plus de 371 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, les moyens de subsistance des personnes devenant non viables et leurs conditions de vie insoutenables. Les conflits en ont provoqué à peu près autant, laissant environ 2,6 millions de personnes déplacées à la fin de l'année, l'un des chiffres les plus élevés au monde (cf. En détail - Afghanistan, p. 36).

Le conflit en Afghanistan, qui dure depuis quatre décennies, implique non seulement l'armée du pays, les forces internationales, les talibans et l'EILL, mais également diverses milices ethniques, communautaires et islamistes.¹⁵⁸ Les chiffres exacts sont difficiles à obtenir, mais les opérations militaires menées par le gouvernement ont été à l'origine d'une part importante des 372 000 nouveaux déplacements liés au conflit.

La violence intercommunautaire a provoqué des déplacements à petite échelle au **Pakistan** voisin, mais du fait qu'ils ne sont pas systématiquement signalés, le chiffre de 1 800 risque d'être largement sous-estimé. Les chiffres ne sont pas disponibles pour le Cachemire contrôlé par le Pakistan, mais les fréquentes violations des cessez-le-feu et les bombardements transfrontaliers en 2018 laissent fortement croire que des déplacements ont eu lieu. Eu égard aux catastrophes, plus de 2 100 nouveaux déplacements ont été enregistrés, principalement à la suite d'inondations localisées.

La mousson a également entraîné d'importantes inondations au **Sri Lanka** et au **Bangladesh**. Environ 75 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au Sri Lanka au cours de la deuxième quinzaine de mai et près de 16 000 au cours de la première quin-

zaine d'octobre, ce dernier chiffre étant probablement conservateur. Les inondations fluviales au Bangladesh ont provoqué 12 000 nouveaux déplacements dans le district de Moulvibazar et l'érosion des berges en a provoqué environ 44 000 à Shariatpur, principalement en septembre. Des inondations ont également été signalées dans le district de Cox's Bazar, qui abrite actuellement des centaines de milliers de réfugiés rohingyas qui ont fui la violence au Myanmar.

Bien que relativement peu de nouveaux déplacements associés aux inondations aient été enregistrés au Bangladesh en 2018, le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC montre que le pays présente le troisième plus grand risque de déplacement lié aux inondations au monde. Environ 1,8 million de personnes risquent d'être déplacées chaque année en moyenne dans les années à venir, plus de 96 % du risque étant concentré dans les zones urbaines et périurbaines (cf. Partie 3).

Perspectives urbaines

L'exode rurale et la croissance naturelle de la population dans les villes et villages de la région confèrent à l'Asie du Sud l'un des taux d'urbanisation annuels les plus élevés au monde : 2,5 %.¹⁵⁹ Ce taux n'est toutefois pas synonyme de croissance économique et de niveaux de développement humain plus élevés.¹⁶⁰ Les grandes villes telles que Delhi, Mumbai et Kolkata (Calcutta) en Inde, Dhaka au Bangladesh et Karachi au Pakistan comptent parmi les villes les plus densément peuplées dans le monde, mais de nombreuses personnes vivent dans des quartiers informels situés principalement dans des zones périurbaines dépourvus de logements, d'infrastructures et de services adéquats. Des données récentes montrent que 30 % de la population urbaine de la région vit dans des quartiers informels.¹⁶²

Le développement des infrastructures urbaines ne suit pas le rythme de croissance démographique de la région. Dans des pays comme l'Inde, des structures politiques complexes, des capacités insuffisantes, la corruption et des fonds insuffisants entravent le développement des infrastructures et la fourniture de services essentiels.¹⁶³ Ces problèmes génèrent des inégalités socioéconomiques généralisées et croissantes.¹⁶⁴

De nombreux projets urbains sont élaborés sans impliquer les habitants dans la prise de décision. En outre, les nouveaux investissements dans les infrastructures et l'amélioration des quartiers informels peuvent potentiellement pousser les personnes plus vulnérables à se déplacer et les isoler de leurs moyens de subsistance.¹⁶⁵ Cela dit, les initiatives *in situ* visant à améliorer les quartiers informels non desservis dans plusieurs villes indiennes ont permis de réduire efficacement le risque d'expulsion et de déplacement.¹⁶⁶

Comme dans le reste du monde, l'ampleur réelle des déplacements internes urbains en Asie du Sud est généralement inconnue, ce qui rend difficile l'estimation de la contribution du phénomène aux tendances en matière d'urbanisation. Les données disponibles semblent toutefois indiquer que les catastrophes, les effets du changement climatique et les conflits entraînent des déplacements vers les zones urbaines et à l'intérieur de celles-ci. Une étude menée au Bangladesh indique qu'une proportion importante des personnes vivant dans des quartiers urbains informels pourrait avoir été déplacée de zones rurales en raison de l'érosion des berges, un risque majeur dans le pays, qui devrait s'accroître au cours des prochaines années.¹⁶⁷

Les personnes déplacées sont également attirées vers les zones urbaines par la perspective de meilleurs moyens de subsistance et de nouvelles sources de revenus.¹⁶⁸ Cependant, bon nombre d'entre elles luttent pour s'adapter et vivent dans une pauvreté croissante. En outre, elles sont vulnérables aux déplacements secondaires provoqués par des catastrophes urbaines et des expulsions.¹⁶⁹

Dhaka, la capitale du Bangladesh, a été identifiée comme la principale destination du pays pour les personnes fuyant les catastrophes et les effets du changement climatique, et les autorités locales ont été incapables de faire face aux arrivées massives. De nouvelles approches visant à développer la capacité des villes secondaires à accueillir des déplacés internes promettent toutefois des solutions alternatives durables et une réduction du risque de déplacements répétitifs.¹⁷⁰

Les personnes qui fuient vers des zones urbaines pour échapper à un conflit sont confrontées à des défis similaires à ceux des personnes déplacées par des catastrophes. Les personnes déplacées vivant à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, ont du mal à obtenir un logement adéquat, ce qui les expose à un risque constant de déplacement secondaire, principalement sous la forme d'une expulsion. Ces personnes ont généralement des problèmes de protection importants et vivent souvent dans des logements insalubres situés dans des quartiers marginalisés de la ville.¹⁷¹ Des initiatives politiques telles que le livre blanc de 2006 sur la sécurité foncière et la modernisation communautaire, ainsi que la politique de 2013 sur l'amélioration des quartiers informels vont dans la bonne direction, mais leur adoption et leur mise en œuvre restent un défi.¹⁷²

Le taux d'urbanisation élevé en Asie du Sud présente à la fois des opportunités et des défis majeurs.¹⁷³ La participation et l'engagement significatifs des communautés locales dans la planification et le développement urbains sont essentiels pour que la région atteigne les objectifs de développement durable prévus dans les cadres internationaux et réduise le risque de déplacements futurs.¹⁷⁴

AFGHANISTAN

La sécheresse a déplacé autant de personnes que le conflit

Depuis quatre décennies, l'Afghanistan est en proie à un conflit armé qui a sapé les efforts de développement dans tout le pays et provoqué des déplacements chaque année. En 2018, la sécheresse a aggravé la crise existante en entraînant plus de 371 000 nouveaux déplacements, un nombre similaire à celui engendré par le conflit. Après quatre années de précipitations inférieures à la moyenne dans les provinces de Badghis, Ghor et Herat, dans le nord-ouest du pays, la situation est devenue critique car le manque de pluie et la fonte des neiges ont entraîné des pertes de cultures et de bétail. Un grand nombre de personnes ont commencé à migrer des zones rurales vers les zones urbaines en avril pour trouver des moyens de subsistance, des services de première nécessité et une aide humanitaire.

En réalité, les causes des déplacements en Afghanistan sont étroitement liées. L'impact de la sécheresse a porté le coup de grâce à de nombreuses familles qui vivaient dans des zones rurales mal desservies après des années de conflit armé. Leurs ressources et leurs mécanismes d'adaptation ont été érodés au fil du temps et 2018 a marqué un tournant décisif lorsque les conditions de vie sont devenues insupportables au point d'entraîner le plus important des déplacements liés aux catastrophes dans le pays, depuis au moins une décennie.

Le nord-ouest de l'Afghanistan est essentiellement rural et la sécheresse a détruit les moyens de subsistance de dizaines de milliers de ménages tributaires de l'élevage et de l'agriculture pluviale.¹⁷⁵ Dans le cadre d'une enquête, 84 % des propriétaires terriens interrogés dans les régions d'origine des personnes déplacées ont dit que leur production avait diminué de moitié par rapport à 2017. Les propriétaires de bétail ont déclaré avoir perdu la quasi-totalité de leurs volailles, chameaux et chevaux, ainsi que 90 % de leurs grands et petits ruminants. Les personnes interrogées ont également déclaré que le manque d'eau à usage domestique était une préoccupation majeure. Les réservoirs remplis d'eau de pluie sont utilisés non seulement pour l'irrigation, mais également en guise de source d'eau potable, car les eaux souterraines des pompes manuelles et des puits ne sont pas potables.

En septembre 2018, plus de 250 000 personnes déplacées vivaient dans des camps informels dispersés dans



les banlieues de Qala-e-Naw et de Herat, capitales des provinces de Badghis et d'Herat, respectivement.¹⁷⁶ Les conditions de vie dans les camps sont déplorables et les problèmes de protection abondent. Les abris sont surpeuplés et n'offrent que peu d'intimité. À l'arrivée de l'hiver et des températures inférieures à zéro, des membres de différentes familles se sont regroupés dans une tente pour se tenir au chaud. Les personnes sont sans ressources et ont eu recours à des mécanismes d'adaptation nocifs, notamment le travail des enfants et le mariage précoce. Entre juillet et octobre 2018, 161 cas de mariage d'enfants ont été signalés dans les provinces d'Herat et de Badghis.¹⁷⁷

Il existe une idée fautive selon laquelle les personnes qui fuient des catastrophes à évolution lente ont le temps de faire leurs valises et d'organiser leur départ, ce qui les met dans une meilleure position que celles qui ont été déplacées par des catastrophes brutales ou des conflits soudains. La situation en Afghanistan contredit cette opinion. Les personnes qui ont fui la sécheresse avaient déjà vendu bon nombre de leurs biens et n'avaient presque rien lorsqu'elles ont quitté leurs régions d'origine.

Les équipes d'intervention humanitaire dans le pays ont une grande expérience en matière de gestion des déplacements provoqués par le conflit, qui touche l'ensemble du pays, mais ont tendance à être localisées et relativement petites. Leurs mécanismes habituels d'intervention n'ont pas permis de faire face aux mouvements de masse concentrés dans le nord-ouest du pays en raison de la sécheresse. Certains intervenants humanitaires ont peut-être également été influencés par la réticence des communautés et autorités d'accueil à permettre aux personnes déplacées de s'installer dans leurs régions, en raison notamment de différences ethniques et tribales, mais aussi de préoccupations sécuritaires ; il en est ressorti des retards dans la réponse initiale aux besoins des personnes déplacées. Étant donné que la sécheresse a principalement touché des zones contestées ou échappant au contrôle du gouvernement, les autorités craignent que les nouveaux arrivants incluent des membres de groupes armés non étatiques.

À l'approche de l'hiver en Afghanistan, de nombreuses familles déplacées par la sécheresse et le conflit vivaient encore dans des tentes. Crédit photo : NRC/Enayatullah Azad, novembre 2018



La réponse a été d'autant plus complexe que des personnes en situation de déplacement prolongé et des membres vulnérables des communautés d'accueil ont installé des abris de fortune parmi les nouvelles personnes déplacées pour tenter d'obtenir une aide humanitaire. Il était donc difficile pour les intervenants humanitaires de cibler les ménages récemment déplacés les plus vulnérables. Comme la sécheresse est un phénomène lent, il est également difficile de déterminer qui a la responsabilité de réagir : au début de la crise des déplacements provoqués par la sécheresse, la question de savoir quelles organisations avaient pour mandat de répondre a fait l'objet de nombreux débats, bon nombre d'organisations humanitaires suggérant que l'accent soit mis sur le développement dans les lieux d'origine, appelant à une réponse des organisations de développement plutôt qu'humanitaires.

Malgré la réticence des autorités locales et des hôtes à laisser les déplacés internes s'installer, beaucoup ont l'intention de rester. Environ 1 % seulement des personnes déplacées interrogées à Herat et 8 % à Badghis ont déclaré envisager un retour volontaire assisté, et 71 % à Herat ont déclaré ne pas envisager leur retour, quelle que soit l'aide proposée.¹⁷⁸ Elles citent des facteurs tels que l'insécurité, le manque de nourriture et de moyens

de subsistance, et le faible accès à l'eau et aux services de première nécessité, pour justifier leur refus de retourner sur leur lieu d'origine.¹⁷⁹

Cela soulève la question de savoir comment obtenir des logements, des terres et des moyens de subsistance convenables à long terme pour les personnes déplacées par la sécheresse.¹⁸⁰ La plupart ont installé leurs abris sur des terres privées où les propriétaires acceptent à contre-cœur leur présence, les exposant au risque d'expulsion. L'autorité foncière afghane a signé un protocole d'accord avec le ministère des réfugiés et du rapatriement en vue d'attribuer aux déplacés internes des terres appartenant à l'État pour une période de cinq ans, mais cette solution sous-entend, qu'à terme, ils retourneront dans leurs régions d'origine. Il ne s'agit donc pas d'une solution durable.

Le gouvernement afghan s'efforce déjà de trouver des solutions durables pour les 2,6 millions de personnes déplacées par le conflit dans le pays. Une volonté politique forte et un appui substantiel de la communauté internationale sont nécessaires pour faire de réels progrès dans la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées par le conflit et la sécheresse dans le pays.¹⁸¹

INDE

La mousson et le conflit déplacent des millions de personnes

L'Inde est habituée aux fortes pluies de mousson et aux inondations, mais la saison 2018 a été particulièrement intense. Des précipitations supérieures à la moyenne ont provoqué des inondations et des glissements de terrain dans tout le pays entre juin et août. Des cyclones tropicaux ont également frappé la côte est du pays entre octobre et décembre, endommageant gravement des habitations et touchant des millions de personnes dans les États d'Andhra Pradesh, d'Odisha et du Tamil Nadu, ainsi que dans le territoire de Pondichéry. Les catastrophes ont provoqué 2,7 millions de nouveaux déplacements au cours de l'année, soit près du double du chiffre enregistré en 2017. La pauvreté et la vulnérabilité de nombreux ménages touchés ont considérablement aggravé les pertes, les dégâts et les déplacements occasionnés.

La mousson figure au deuxième rang des plus grands événements mondiaux de 2018 en termes de déplacements liés aux catastrophes, après le typhon Mangkhut. Elle a provoqué près de deux millions de déplacements entre mai et octobre. Les impacts ont été généralisés, mais l'attention des médias s'est principalement portée sur l'État du Kerala, où de graves inondations dans 13 des 14 districts ont été décrites comme les plus graves des 100 dernières années.¹⁸²

Les inondations du Kerala sont à l'origine de plus de la moitié des nouveaux déplacements ayant eu lieu en Inde en 2018. Près de 1,5 million de personnes ont été enregistrées comme déplacées dans environ 5 600 camps établis par les autorités. Ce chiffre est loin de refléter l'ampleur des déplacements, étant donné qu'un nombre inconnu de personnes déplacées ont été hébergées chez des amis ou des membres de leur famille, ou dans des logements en location.¹⁸³ À la fin de la mousson, pas moins de 2 000 habitations avaient été détruites et 22 000 endommagées, ce qui a entravé le retour de nombreuses personnes.¹⁸⁴

Trois cyclones ont frappé la côte est de l'Inde au cours de l'année. Le cyclone Titli a provoqué environ 300 000 évacuations préventives dans l'Odisha et environ 100 000 déplacements dans l'Andhra Pradesh en octobre, ce dernier chiffre ayant été calculé en utilisant la destruction de logements comme indicateur. Les communautés vivant dans les zones côtières touchées avaient tendance à vivre dans des habitations en terre et en bambou ou en tôle ondulée, qui



n'ont pas résisté au cyclone. Lorsque le cyclone Phethai a frappé deux mois plus tard, beaucoup vivaient encore dans des habitations endommagées.¹⁸⁵ Le cyclone Phethai a provoqué jusqu'à 32 000 déplacements dans les deux États en décembre. Le cyclone Gaja en a provoqué 249 000 au Tamil Nadu et à Pondichéry en novembre. Il a également détruit des habitations et des moyens de subsistance, entravant potentiellement le retour de nombreuses personnes déplacées.¹⁸⁶

Bien qu'à moindre échelle, le conflit a également provoqué des déplacements en Inde en 2018. Les bombardements transfrontaliers ont entraîné plus de 160 000 déplacements dans le Cachemire sous contrôle indien.¹⁸⁷ Des tirs nourris des forces pakistanaises en ont déclenché environ 54 000 en janvier, lorsque la population a déserté un certain nombre de villages frontaliers, et jusqu'à 100 000 dans les districts de Jammu, Samba et Kathua en mai.¹⁸⁸ Bien que l'intensité des bombardements transfrontaliers et des déplacements en résultant ait augmenté ces dernières années, les déplacements répètent les anciens schémas de mouvements à court terme mais récurrents qui perturbent la vie quotidienne, l'éducation et la fourniture d'autres services de base.¹⁸⁹

Les événements de 2018 rappellent que le déplacement est une réalité quotidienne en Inde, susceptible de peser sur l'économie émergente du pays si des mesures ne sont pas prises pour réduire le risque de déplacement. Les autorités ont déployé des efforts louables pour améliorer les systèmes d'alerte rapide et de gestion des catastrophes, mais elles ont encore du mal à prévenir les crises et à y faire face. Les 12 derniers mois ont également montré que la pauvreté et la vulnérabilité, qui sont les principaux facteurs de risque, doivent être mieux prises en compte. Compte tenu des phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et intenses, et des tensions persistantes le long de la frontière controversée du pays avec le Pakistan, ces problèmes risquent de s'aggraver à l'avenir.

AMÉRIQUES

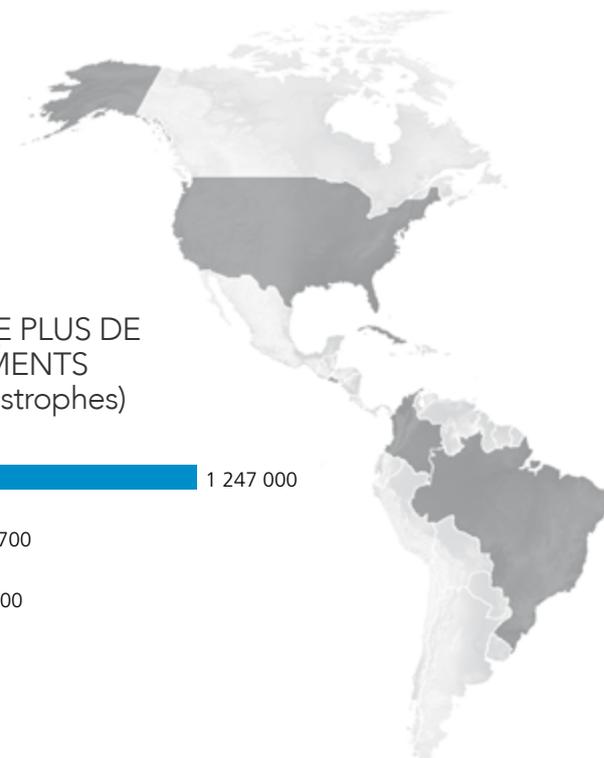
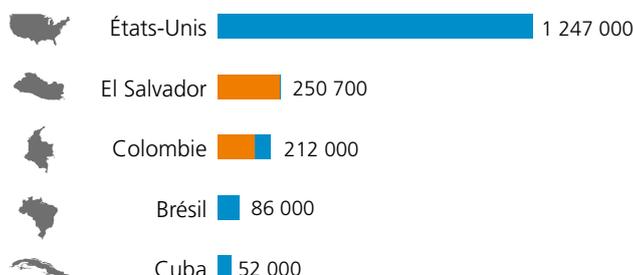


Conflits 404 000

Catastrophes
1 687 000

7,5 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Les catastrophes météorologiques ont de nouveau touché plusieurs pays des Amériques en 2018. En outre, des conflits non résolus, la violence criminelle et des crises sociales et économiques ont continué à pousser les populations à fuir. Les catastrophes ont provoqué la majorité des nouveaux déplacements dans la région : environ 1,7 million. À ces chiffres s'ajoutent environ 404 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence.

Les ouragans et les feux de forêt ont provoqué plus de 1,2 million de nouveaux déplacements aux **États-Unis**, chiffre le plus élevé de la région. La Floride a été frappée par deux ouragans de grande ampleur au cours de l'année. L'ouragan Florence a provoqué 464 000 nouveaux déplacements en août et l'ouragan Michael en a provoqué 375 000 en octobre. Des feux de forêt sans précédent et dévastateurs ont provoqué 354 000 nouveaux déplacements en Californie au second semestre de l'année, contribuant à environ 30 % du nombre total des nouveaux déplacements aux États-Unis (cf. En détail - États-Unis, p. 42).

Les affrontements entre différents groupes armés, l'intimidation et l'extorsion ont provoqué 145 000 nouveaux déplacements en **Colombie** en 2018, en hausse par rapport aux années précédentes. Le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont signé un accord de paix en 2016, mais à ce jour, l'armée du pays n'a pas été en mesure de sécuriser les zones que le groupe de guérilla démobilisé contrôlait. La vacance du pouvoir a été comblée par d'autres groupes armés en lice pour le contrôle des terres, des mines illégales, des plantations de drogue et des grands axes de trafic illégal. Les combats entre deux groupes de guérilla plus petits, l'Armée de libération nationale (ELN) et l'Armée

de libération populaire (EPL), ont été à l'origine de la plupart des nouveaux déplacements.

Le département du Norte de Santander a été le plus touché. Environ 30 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, le chiffre le plus élevé depuis 2002 et 20 % du total national de l'année dernière. Le département partage également une frontière avec le Venezuela et sa capitale, Cúcuta, a été le principal point de passage pour les réfugiés et les migrants fuyant la crise politique et économique du Venezuela (cf. En détail - Colombie, p. 44).

Plus de 67 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés en Colombie. Les inondations survenues dans le département d'Antioquia, au nord du pays, ont entraîné plus de 26 000 évacuations en avril et en mai causées par des défauts dans la construction du complexe hydroélectrique d'Hidroituango, qui, conjugués à la montée des eaux en amont, ont fait craindre la rupture du barrage. Ce projet de développement est l'un des plus larges et controversés de la Colombie.¹⁹⁰ Des pluies torrentielles ont provoqué des crues dans le sud du département de Putumayo, entraînant plus de 30 000 déplacements en août.

Environ trois millions de personnes ont été enregistrées comme fuyant le **Venezuela** au cours des 18 derniers mois, mais du fait que le gouvernement n'est pas disposé à reconnaître les besoins humanitaires croissants de sa population, les informations fiables sur les déplacements sont rares.¹⁹¹ Les données disponibles semblent toutefois indiquer qu'ils ont été importants, en particulier dans les zones frontalières, car les populations cherchent un accès plus facile aux services de base dans les villes frontalières colombiennes et brésiliennes.¹⁹² La crise au



Un bus de la ville incendié par des membres de gangs à Apopa, à 19 kilomètres de la ville de San Salvador, au Salvador. Crédit photo : Shutterstock/IES James

Venezuela s'est considérablement aggravée en 2018 en raison de l'augmentation des pénuries alimentaires et de la détérioration de la fourniture de services de première nécessité, y compris d'électricité et de soins de santé.¹⁹³

Au moins 420 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés en **Équateur**, où la présence de dissidents des FARC et de groupes de trafiquants de drogue tels que le cartel mexicain Sinaloa dans la province d'Esmeraldas a contraint les habitants à fuir.¹⁹⁴ Esmeraldas est une province stratégique pour ces groupes car elle partage des frontières maritimes et terrestres avec Tumaco, la plus grande municipalité productrice de coca en Colombie.¹⁹⁵ Des opérations militaires conjointes ont eu lieu des deux côtés de la frontière et la situation qui se dessine montre que la production et le trafic de drogue demeurent des facteurs importants de conflit, d'instabilité et de déplacement dans la région.

La violence liée au trafic de drogue a également provoqué au moins 11 000 nouveaux déplacements au **Mexique**, où les États du Chiapas, du Guerrero, du Michoacán, de l'Oaxaca et du Sinaloa ont été les plus touchés. Les chiffres sur le déplacement interne et les politiques pour y remédier sont loin d'être exhaustifs, mais la modification de la loi générale sur les victimes pour inclure les déplacés

internes en tant que groupe vulnérable et la proposition du Sénat d'établir une loi spécifique sur la protection des déplacés internes en 2018 sont des avancées positives.¹⁹⁶

Au Mexique, 13 000 nouveaux déplacements ont également été provoqués par l'ouragan Willa, qui a traversé six États avec une vitesse de vent ayant atteint jusqu'à 220 km/h en novembre. Nombre de ces déplacements peuvent être attribués aux évacuations organisées par les autorités à la suite de la mise en place de systèmes avancés de gestion des risques de catastrophes dans le pays.

Au Salvador, au Guatemala et au Honduras, qui constituent le **Triangle du nord de l'Amérique centrale**, des niveaux de violence élevés, surtout dans les villes, ont continué à provoquer des déplacements. L'activité des gangs, la violence structurelle, l'insécurité généralisée, les mesures de sécurité brutales des États, la corruption et une culture d'impunité ont été identifiées comme des facteurs de déplacement interne et transfrontalier dans la région.¹⁹⁷

Environ 246 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au **Salvador** et 950 au **Honduras**. La violence persistante au **Guatemala** porte à croire que des déplacements y ont également

eu lieu, mais les données disponibles sont insuffisantes pour établir une estimation. Ces trois pays ne reconnaissent pas tous le déplacement interne lié à la violence, et encore moins la nécessité de collecter systématiquement des données à ce sujet, ce qui rend le phénomène pratiquement invisible. Cependant, il est clair que de nombreux déplacés internes ne parviennent pas à trouver la sécurité dans leur propre pays, ce qui entraîne de nombreux mouvements transfrontaliers à l'intérieur et à l'extérieur de la région.¹⁹⁸ Les caravanes qui ont pris de l'ampleur en 2018 illustrent bien ce point.

Perspectives urbaines

De nombreux pays des Amériques ont connu une urbanisation rapide au cours des 50 dernières années, entraînant une concentration du développement économique à l'intérieur et autour des grandes villes. Le développement du commerce et des opportunités d'emploi a attiré les migrants économiques des zones rurales et des villes secondaires et moins actives sur le plan économique vers les capitales et autres grands centres urbains.¹⁹⁹ Le déplacement interne a eu tendance à suivre des schémas similaires.²⁰⁰ Ces flux, conjugués à la croissance démographique urbaine naturelle, ont fait des Amériques la région la plus urbanisée du monde, avec environ 80 % de sa population vivant en ville.²⁰¹

Ces centres urbains se caractérisent par la concentration de la richesse dans des poches spécifiques et au sein de groupes spécifiques, créant des inégalités socioéconomiques et spatiales génératrices de pauvreté, de ségrégation et de marginalisation en milieu urbain. De nombreux pauvres, notamment des déplacés internes, vivent dans des zones périurbaines en expansion rapide, mais non planifiées, non réglementées et mal desservies.²⁰²

Ce problème figure parmi les principaux défis urbains de la région. Le développement urbain mal planifié aux États-Unis a accru les risques de catastrophes dans de nombreuses villes et les données disponibles montrent que les catastrophes affectent de manière disproportionnée les ménages pauvres vivant dans des zones exposées, ce qui entraîne souvent leur déplacement.²⁰³ Les estimations indiquent également que plus de 20 % de la population urbaine d'Amérique latine vit dans des zones de peuplement non réglementées et mal desservies, dont la plupart ont été construites dans des quartiers à risques et souvent non sécurisés.²⁰⁴ Cela expose les citoyens pauvres à un risque particulièrement élevé de déplacement inhérent aux catastrophes, à la violence criminelle et aux expulsions.

De nombreuses villes de la région figurent parmi les

plus dangereuses au monde. Des cas de personnes et de familles contraintes de fuir la violence des gangs, ciblée mais aussi généralisée, ont été documentés.²⁰⁵ La violence perpétrée par des groupes criminels associés au trafic de drogue au Mexique a provoqué des déplacements dans de nombreuses villes, notamment à Ciudad Juárez, à Culiacan et à Tijuana.²⁰⁶ Des menaces directes et indirectes à la sécurité des habitants ont également provoqué des déplacements intra-urbains, c'est-à-dire des déplacements de population d'un quartier à un autre, dans des villes comme San Salvador (El Salvador) et Medellín (Colombie) (cf. En détail - Medellín et San Salvador, p. 81).²⁰⁷ L'ampleur et la dynamique des déplacements urbains associés à la violence criminelle restent toutefois mal cernées et mal comprises dans la région.

Certains pays ont mis en œuvre avec succès des mesures de réduction de la pauvreté urbaine, notamment en améliorant les quartiers informels. Au Brésil, de nombreuses initiatives ont combiné des composantes physiques et architecturales avec des composantes sociales et participatives pour éviter les expulsions et les déplacements.²⁰⁸ Les projets de régénération urbaine en Colombie, qui combinent l'amélioration des transports, la sécurité et le soutien social, ont profité à des centaines de milliers de citoyens pauvres, notamment des personnes déplacées vivant dans des zones périurbaines marginalisées.²⁰⁹ Les initiatives de réduction des risques de catastrophes ont également permis d'atténuer le risque de déplacement dans des villes telles que Santa Fe en Argentine, Montego Bay en Jamaïque et Lima au Pérou.²¹⁰

Les villes des Amériques joueront un rôle de plus en plus important dans le soutien des solutions durables et la réduction du risque de déplacement. Une planification urbaine robuste mettant l'accent sur la réduction des risques et la prévention des conflits est essentielle pour s'attaquer à leurs déclencheurs et facteurs, et réduire leurs effets.²¹¹

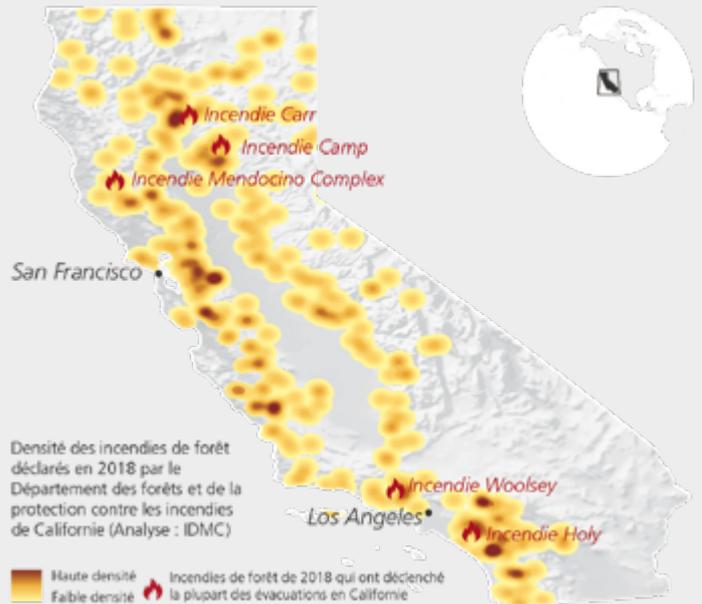
ÉTATS-UNIS

Feux de forêt en Californie : expansion urbaine et risque de déplacement

L'État de la Californie, à l'ouest des États-Unis, est particulièrement sujet aux feux de forêt. Au cours des dernières années, la combinaison du changement climatique et de la vulnérabilité accrue des personnes, plus exposées aux aléas, a allongé les saisons des feux de forêt et les a rendues plus destructrices. L'extension des deux longues saisons, la première de juin à septembre et la seconde d'octobre à avril, pourrait transformer les feux de forêt en menace permanente.²¹² Une sécheresse prolongée, des températures plus élevées, des vents plus forts et une utilisation excessive de l'eau pour l'agriculture ont considérablement endommagé les écosystèmes locaux, laissant les forêts sèches et recouvertes de bois mort.²¹³ Le développement de l'habitat à l'interface ville-nature, où l'habitat rencontre et se mêle à la végétation forestière, implique également que de plus en plus d'habitations sont exposées au risque d'incendie, ce qui accroît le risque de déplacement.²¹⁴

L'État a connu une série de feux de forêt la plus meurtrière et la plus destructrice de son histoire au cours du second semestre 2018. Environ 355 000 hectares de terres ont été brûlés, soit quatre fois la moyenne annuelle des cinq dernières années.²¹⁵ Plus de 100 personnes auraient perdu la vie. Au moins 22 feux de forêt ont provoqué plus de 354 000 nouveaux déplacements, ce qui représente près de 30 % du nombre total de nouveaux déplacements enregistré aux États-Unis l'année dernière. Les incendies Carr, Holy et Mendocino Complex, nommés d'après les lieux où ils ont commencé, ont entraîné l'évacuation de plus de 90 000 personnes en juillet et en août, et les incendies Woolsey et Camp ont poussé 235 000 autres personnes à fuir en novembre.

L'incendie Camp a, à lui seul, tué 85 personnes, en a déplacé au moins 53 000 et a détruit près de 14 000 habitations.²¹⁶ Il a brûlé 62 000 hectares de terres et entraîné entre 11 et 13 milliards de dollars de pertes commerciales et résidentielles. Et ce n'était pas l'incendie le plus important. Mendocino Complex a brûlé presque quatre fois plus de terres alors que ce n'était pas non plus un incendie exceptionnel en termes de vitesse de propagation. L'incendie Tubbs en 2017 s'est déplacé à une vitesse

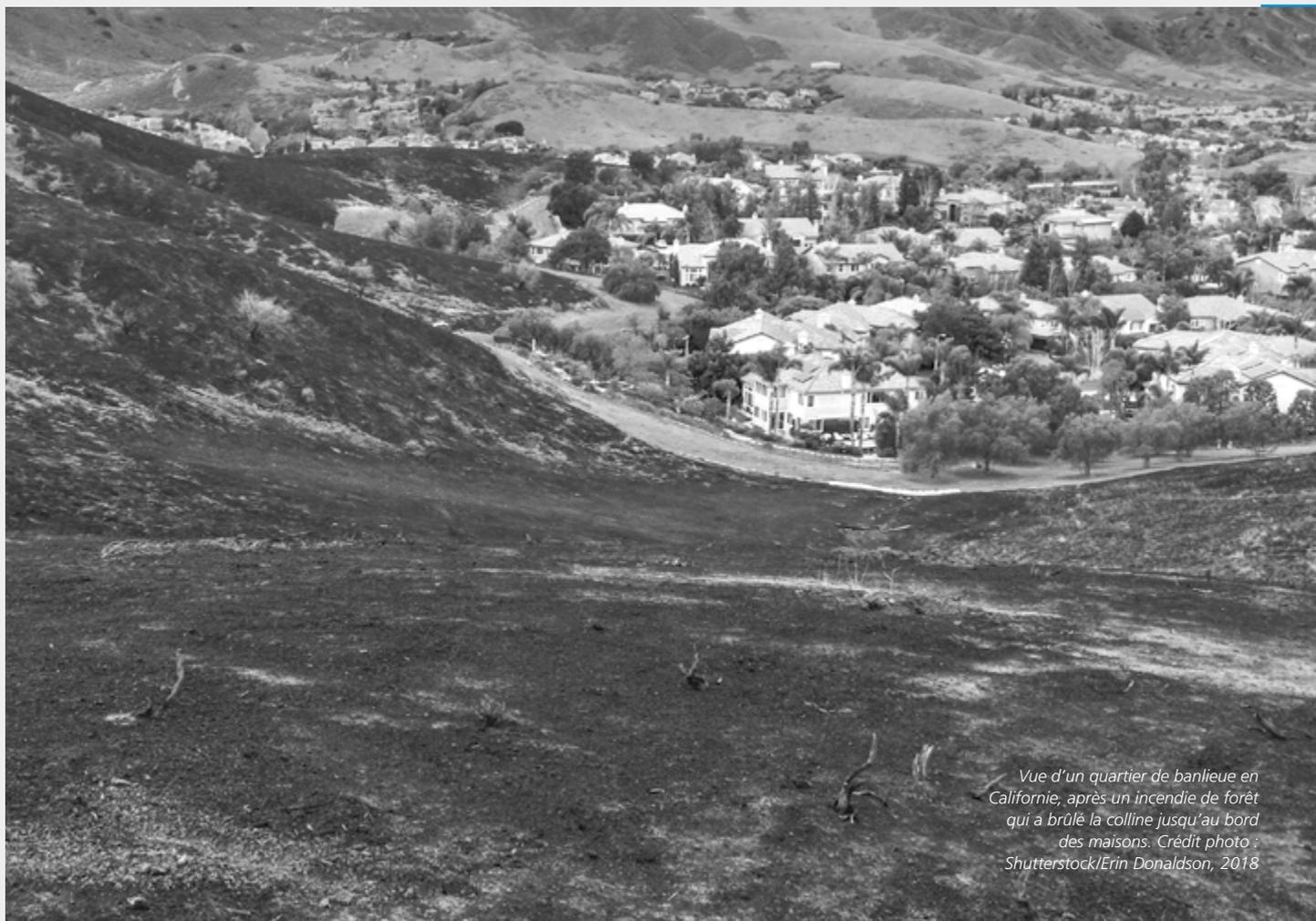


similaire alors que ce qui différencie l'incendie Camp et en fait le plus meurtrier et le plus destructeur de l'histoire de la Californie, c'est ce qui s'est passé à Paradise, une ville située sur son chemin.²¹⁷

Paradise, ville pittoresque du comté de Butte nichée dans les contreforts de la Sierra Nevada, comptait de nombreuses habitations situées à l'interface ville-nature, augmentant l'exposition et la vulnérabilité de la ville et de ses résidents aux feux de forêt.²¹⁸ Quelques heures après s'être déclaré, l'incendie s'est propagé et a détruit la majeure partie de la ville, déplaçant environ 30 000 personnes. C'est un exemple de conflagration urbaine, un phénomène observé il y a plus d'un siècle, dans lequel un incendie se propage d'une structure à l'autre, les embrasant au fur et à mesure.²¹⁹

Après l'incendie de San Francisco en 1906, l'aménagement et le développement urbains ont intégré de meilleurs matériaux et davantage d'espaces défendables, entre les bâtiments et l'herbe, les arbres ou les arbustes, afin d'empêcher la propagation rapide des incendies.²²⁰ Toutefois, à partir des années 1990, des millions d'habitations ont été construites dans des zones non urbanisées à la périphérie des villes, ce qui a accru l'interface ville-nature. Et cette tendance devrait se poursuivre, car un nombre sans cesse croissant de personnes s'installent dans de tels endroits pour vivre plus près de la nature et à moindres coûts.²²¹

Afin d'éviter les futures conflagrations urbaines, les habitations prévues à l'interface ville-nature devront être construites avec davantage de matériaux ignifugés et de plus grands espaces défendables pour ralentir la propagation des incendies.²²² Le Conseil des forêts et de la protection contre les incendies de la Californie recommande que les habitations disposent de 10 à 30 mètres



Vue d'un quartier de banlieue en Californie, après un incendie de forêt qui a brûlé la colline jusqu'au bord des maisons. Crédit photo : Shutterstock/Erin Donaldson, 2018

d'espace défendable, mais si l'État n'assure pas l'application de la réglementation relative à la propriété privée, ces directives sont le plus souvent ignorées.²²³

Dans une région qui connaissait déjà une pénurie de logements, l'incendie Camp a laissé des milliers de personnes sans abri. L'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) a distribué des millions de dollars d'aide aux personnes qui ont perdu leur logement, mais de nombreuses personnes déplacées ont toujours des difficultés à trouver un logement sur place. La FEMA encourage les personnes concernées à chercher un logement à Sacramento, à 135 kilomètres, voire plus loin, mais cet éloignement les déconnecterait de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux sociaux.²²⁴ Le manque de logements disponibles et abordables dans la région affectera inévitablement les plus démunis.

La saison des feux de forêt de 2018 en Californie montre à quel point la combinaison du changement climatique et de l'expansion urbaine a intensifié les incendies, modifié leurs schémas et prolongé les saisons des feux de forêt. Les températures moyennes continueront à augmenter et les

populations vivant en milieu périurbain à se développer, ce qui exposera davantage de personnes au risque de déplacement. La catastrophe de Paradise illustre ce que réserve l'avenir si les autorités n'assurent pas l'application de la législation en matière d'urbanisme et ne renforcent pas la prévention et la réponse aux catastrophes.²²⁵

COLOMBIE

Norte de Santander, où convergent deux crises de déplacement

En 2018, deux crises de déplacement ont convergé en Colombie. Celle qui a attiré le plus d'attention de la part des médias est née au Venezuela voisin, où plus de 3,4 millions de personnes auraient fui le pays pour échapper à l'effondrement de l'économie et à l'hyperinflation, à la recrudescence de la criminalité et des violations aux droits humains, à l'aggravation des pénuries alimentaires et à la détérioration de l'offre de produits et services de base.²²⁶ La Colombie a accueilli plus de la moitié des réfugiés et des migrants du Venezuela. Certains ont poursuivi leur voyage pour se rendre en Équateur ou ailleurs dans la région, mais plus d'un million sont restés dans le pays.²²⁷ En outre, entre 300 000 et 500 000 Colombiens sont rentrés du Venezuela depuis le début de la crise.²²⁸

Ces événements ont détourné l'attention et les ressources de la communauté internationale des déplacements internes persistants en Colombie. De nombreux pourvoyeurs d'aide consacrent désormais moins de 30 % de leurs ressources à cette question.²²⁹ Malgré l'accord de paix de 2016 entre le gouvernement et les FARC, le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence a augmenté en 2018 par rapport à l'année précédente, passant à plus de 145 000.²³⁰ En outre, à la fin de l'année, 5,8 millions de personnes demeuraient déplacées en Colombie.

La situation dans le département de Norte de Santander, à la frontière du Venezuela, est particulièrement préoccupante. Environ 30 000 nouveaux déplacements internes liés à des conflits et à la violence ont été enregistrés en 2018, chiffre le plus élevé depuis 2002.²³¹ Dans le département, la région de Catatumbo a été particulièrement touchée. Ancien fief des FARC, le territoire a été repris par l'ELN et l'EPL, deux autres groupes de guérilla présents dans la région depuis des décennies. Les dissidents des FARC et d'autres groupes armés se sont également joints à la mêlée.²³²

Les affrontements armés se sont intensifiés après la rupture d'un accord entre ces groupes sur des activités illégales, notamment le trafic de drogue. La culture de la coca à



Catatumbo a non seulement augmenté de 145 % entre 2015 et 2017, mais l'expansion du trafic de drogue, conjuguée à la reconfiguration du conflit, a entraîné un nombre croissant d'attaques contre des civils.²³³ Au moins 31 dirigeants sociaux ont été assassinés à Norte de Santander en 2018, sur un total national de 172.²³⁴

Les affrontements entre l'ELN et l'EPL en janvier et en mars ont limité la circulation de près de 18 000 civils, dont l'accès aux produits de première nécessité, aux moyens de subsistance et aux services de santé a également été entravé. Les organisations humanitaires ont eu des difficultés à atteindre les personnes touchées.²³⁵ L'éducation des enfants a également été perturbée lorsque 80 écoles ont dû interrompre leurs cours à cause de la violence et de la présence de mines terrestres.²³⁶

En parallèle, l'arrivée de personnes du Venezuela risque de compromettre les moyens de subsistance des personnes déplacées et des communautés d'accueil pauvres du département. La situation dans la capitale (Cúcuta) met en évidence certains des défis associés à la combinaison de mouvements internes et transfrontaliers. La capitale n'est pas seulement une destination pour les déplacés internes fuyant les conflits et la violence dans les zones rurales du département. C'est aussi le point de passage frontalier le plus fréquenté entre la Colombie et le Venezuela, et elle accueille plus de Vénézuéliens que toute autre municipalité du pays. Des milliers de personnes traversent chaque jour la frontière à la recherche de nour-



Des réfugiés et des migrants vénézuéliens traversent le pont Simon Bolívar, l'un des sept points d'entrée légaux à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Avec plus de 30 000 personnes qui le traversent chaque jour, ce pont est le plus grand point d'entrée de la frontière. Crédit photo © HCR/Siegfried Modola, janvier 2019

riture, de médicaments et de services de première nécessité.²³⁷ Les hôpitaux et autres prestataires de services sociaux ont du mal à satisfaire les besoins essentiels croissants de la population et les autorités locales sont pratiquement submergées.²³⁸

Cúcuta affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, celui-ci ayant atteint 15,8 % entre septembre et novembre 2018.²³⁹ La part du travail informel est également la plus élevée avec plus de 68 % de la population active.²⁴⁰ L'arrivée de Vénézuéliens a accru la concurrence pour ce type de travail. Il existe peu d'autres possibilités et des personnes déplacées font état du fait qu'il est plus difficile de trouver un emploi.²⁴¹ L'intégration des Vénézuéliens dans la population active est largement considérée comme un défi sans précédent pour la Colombie.²⁴²

Ces difficultés entraînent une montée de la xénophobie envers les Vénézuéliens. Des tracts menaçants ont été distribués à Cúcuta, des cocktails Molotov ont été lancés sur des lieux où ils vivent et ils ont été pris pour cible de vol et d'extorsion.²⁴³ Le manque d'opportunités et l'environnement de plus en plus hostile ont conduit des personnes qui ont franchi la frontière en direction de la ville à se rendre directement ailleurs en Colombie ou plus

loin en Équateur, au Pérou ou au Chili.²⁴⁴ Les organisations humanitaires internationales, les administrations et le secteur privé ont lancé des initiatives pour lutter contre la xénophobie et recentrer l'attention sur la crise de déplacement sans précédent que connaît la région.²⁴⁵

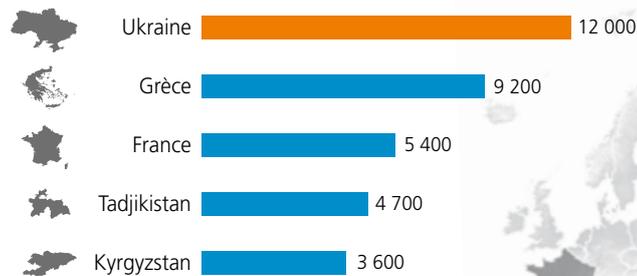
Le gouvernement de Bogota a adopté une approche ouverte et solidaire face aux arrivées de Vénézuéliens, dont 770 000 sont entrés en Colombie en 2018. Dans un esprit de réciprocité, il a reconnu que par le passé, des Colombiens ont afflué au Venezuela à la recherche de meilleures opportunités ou pour échapper aux conflits et à la violence. En février 2019, plus de 574 000 Vénézuéliens étaient officiellement enregistrés en Colombie, 240 000 étaient en cours d'enregistrement et 218 000 n'avaient pas de statut juridique.²⁴⁶ Aider ces réfugiés et migrants est à juste titre une priorité dans la région, mais cela ne devrait pas se faire aux dépens des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, en particulier à un moment où la consolidation de la paix et la réconciliation sont des priorités essentielles en Colombie.

EUROPE ET ASIE CENTRALE



Conflits 12 000
Catastrophes 41 000
0,2 % du total mondial

LES CINQ PAYS COMPTANT LE PLUS GRAND NOMBRE DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Chaque année, l'Europe et l'Asie centrale enregistrent moins de nouveaux déplacements que les autres régions et moins de personnes vivant en situation de déplacement. Il n'en reste pas moins que 53 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés en 2018, dont 41 000 liés à des catastrophes et plus de 12 000 à des conflits. À la fin de l'année, près de 2,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits anciens non résolus et de conflits territoriaux dans plusieurs pays.

Ce chiffre comprend 800 000 personnes en **Ukraine**, où le conflit du pays est entré dans sa cinquième année. De nouveaux déplacements ont été enregistrés en octobre, lorsque 12 000 personnes ont été évacuées à la suite d'une explosion dans un dépôt de munitions à l'est de Kiev, perçue par le gouvernement comme un acte de sabotage.²⁴⁷ La majorité de ces personnes ont pu rentrer chez elles deux semaines plus tard. Environ 200 nouveaux déplacements ont également été enregistrés dans des établissements le long de la ligne de contact, où les violations des cessez-le-feu et les bombardements se poursuivent.

Environ 344 000 personnes vivaient en situation de déplacement prolongé en **Azerbaïdjan** à la suite du conflit non résolu entre le pays et l'Arménie sur la région du Haut-Karabagh. On estime que 301 000 autres personnes déplacées ont progressé partiellement dans la recherche de solutions durables, grâce aux efforts déployés par le gouvernement pour les réinstaller dans des logements temporaires. En **Géorgie**, 293 000 personnes demeurent en situation de déplacement en raison de conflits territoriaux de longue date en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Quelque 228 000 personnes ont

connu des conditions similaires à **Chypre**, ces personnes demeurant en situation de déplacement en raison de l'impasse entre les autorités chypriotes turques et grecques sur le statut du nord de l'île. De nombreux déplacés internes en Europe vivent en situation de déplacement depuis 15 ans ou plus.

Il n'existe aucune information à jour sur les déplacements en **Turquie**, mais les affrontements ont repris entre le gouvernement et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2015 et les opérations de sécurité qui ont suivi ont provoqué des centaines de milliers de déplacements dans le sud-est du pays. En 2018, le gouvernement a commencé à construire de nouveaux logements dans la région, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine et pour indemniser les victimes du conflit. Près de 25 000 logements auraient été construits à ce jour, mais on ignore qui en seront les bénéficiaires. Certains des logements proposés aux déplacés internes à titre d'indemnisation sont éloignés des centres-villes, ce qui les isole de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux sociaux.²⁴⁸ En outre, plusieurs personnes qui sont restées chez elles dans des zones touchées par le conflit, telles que le quartier historique de Diyarbakir, à Sur, ont été expulsées pour laisser place à des initiatives de rénovation urbaine.²⁴⁹

Le **Tadjikistan**, le **Kirghizistan** et la **Russie** représentent une part importante des nouveaux déplacements de la région liés aux catastrophes. Des pluies torrentielles ont provoqué des inondations en mai dans la province de Khatlon, dans le sud du Tadjikistan, entraînant plus de 5 400 nouveaux déplacements et endommageant des habitations, des routes, des ponts et des terres agricoles.²⁵⁰ Les glissements de terrain dans la région

de Jalal-Abad, au Kirghizistan, ont entraîné près de 4 700 nouveaux déplacements en avril et provoqué des inondations dans les républiques russes de l'Altaï, de Touva et de Khakassie en mars.

Les tempêtes et les inondations ont provoqué au moins 5 400 nouveaux déplacements en **France**, dont 1 500 dans la région parisienne de l'Île-de-France, en raison du débordement de la Seine en janvier.²⁵¹ En **Italie**, une crue fluviale dans le bassin du Piave a entraîné 1 300 nouveaux déplacements en octobre. En **Grèce**, des inondations soudaines et des ondes de tempête ont contraint un nombre similaire de personnes à quitter leur domicile à la fin du mois de septembre, lorsqu'une tempête a frappé l'île d'Eubée et le sud de la péninsule du Péloponnèse.

Un hiver court, un printemps chaud avec des températures record et des précipitations inférieures à la moyenne en été ont conduit à l'une des saisons de feux de forêt les plus destructrices d'Europe ces dernières années.²⁵² Environ 3 000 logements ont été détruits dans la région grecque de l'Attique en juillet, provoquant plus de 7 000 nouveaux déplacements.²⁵³ En **Espagne**, dans la région de Valence, des feux de forêt ont entraîné 2 600 nouveaux déplacements en août.

En décembre 2018, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont approuvé des projets visant à améliorer la gestion par l'UE des risques de catastrophes. Le système, appelé « rescEU », créera une réserve de capacités de protection civile pour renforcer la réaction nationale aux effets des catastrophes naturelles et des épidémies. Les États membres partageront également leurs plans nationaux de prévention et de préparation pour identifier et combler les éventuelles lacunes.²⁵⁴

Perspectives urbaines

L'Europe et l'Asie centrale constituent l'une des régions les plus urbanisées du monde. En effet, 72 % de la population de cette région vit dans des villes.²⁵⁵ C'est une région diversifiée et, comme dans d'autres contextes, les facteurs, déclencheurs et impacts du déplacement urbain varient d'une région à l'autre, ce qui rend difficile toute généralisation. De l'Espagne à l'Ouzbékistan, la manière dont les autorités nationales et locales réagissent au phénomène varie également grandement.

De nombreuses personnes déplacées en Ukraine sont issues de milieux urbains, notamment de villes comme Donetsk, Horlivka, Kramatorsk, Louhansk et Sloviansk.²⁵⁶ Les centres urbains du pays, y compris la capitale (Kiev), ont également été des destinations importantes pour les personnes fuyant le conflit.²⁵⁷ Les villes d'Ukraine offrent un meilleur accès aux services et aux opportunités

génératrices de revenus que les zones rurales, et de nombreux déplacés internes ont réussi à s'établir dans leur nouvel environnement urbain.²⁵⁸

Les droits au logement, à la terre et à la propriété posent cependant des problèmes, car l'Ukraine ne dispose pas d'un mécanisme spécifique pour traiter les demandes d'indemnisation relatives aux biens touchés par le conflit.²⁵⁹ La législation ukrainienne ne définit pas non plus les déplacés internes comme un groupe ayant droit au logement social. Les autorités locales de Bakhmut, Kramatorsk et Slovyansk ont déployé des efforts pour résoudre certains de ces problèmes avec le soutien de la communauté humanitaire internationale.²⁶⁰

Les gouvernements locaux et les organisations internationales ont également collaboré pour faire face au déplacement au **Kosovo**, où des politiques ont été mises en place pour aider les municipalités à soutenir les retours durables pour les personnes déplacées par le conflit entre 1998 et 2004. Le règlement sur le retour des personnes déplacées et les solutions durables au Kosovo, par exemple, appelle à des plans d'action municipaux sur la question et souligne l'importance de l'intégration socioéconomique des personnes déplacées sur la base de leurs compétences, de leur sexe, de leur âge et de leurs handicaps.²⁶¹ Il vise également à améliorer la coopération entre les autorités nationales et locales afin de garantir des conditions de retour comparables sur l'ensemble du territoire.²⁶²

Cependant, dans de nombreuses parties de la région, les personnes déplacées en milieu urbain sont marginalisées et ont un accès inégal aux services de première nécessité. Celles de nombreux pays post-soviétiques bénéficient de services de moindre qualité que les communautés d'accueil, notamment en matière de soins de santé.²⁶³ La dynamique du déplacement urbain dans les pays d'Asie centrale reste mal comprise, mais des données factuelles indiquent que des projets de rénovation et d'embellissement urbains ont provoqué des déplacements dans des villes, notamment à Ashgabat au Turkménistan, à Douchanbé au Tadjikistan et à Tachkent en Ouzbékistan.²⁶⁴

En 2018, le Conseil de l'Europe a appelé à une relance de l'action des États et des administrations régionales pour traiter la question des déplacements internes dans la région.²⁶⁵ Parmi de nombreuses recommandations, il a souligné l'importance de traiter la question des droits des personnes déplacées au logement, à la terre et à la propriété, et de fournir une aide humanitaire aux personnes en situation de déplacement prolongé. Le rôle des autorités locales et des villes dans la recherche de solutions sera d'une importance cruciale pour concrétiser ces engagements nationaux et régionaux.

PERSONNES DÉPLACÉES À LA SUITE DE CONFLITS ET DE VIOLENCE

À la fin de 2018, environ 41,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violence dans 55 pays, soit une augmentation d'environ 1,4 million par rapport à l'année précédente. Environ 70 % vivaient dans seulement dix pays (cf. Figure 7).

L'Éthiopie, la Somalie, l'Afghanistan, le Yémen, le Nigéria et le Cameroun ont vu un nombre croissant de personnes vivant en situation de déplacement interne. Les chiffres de fin d'année pour des pays tels que la Syrie, l'Irak, l'Inde et le Myanmar ont chuté, mais ils restent parmi les plus élevés au monde.

Comme le montrent les figures 7 et 8, les déplacements liés aux conflits et à la violence sont fortement concentrés, principalement dans les pays d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en proie à des crises prolongées.

Ce sont des estimations conservatrices qui doivent être traitées avec prudence. Les pays et organisations qui déclarent le nombre de personnes vivant en situation de déplacement à la fin de l'année sont confrontés à de nombreuses problématiques et limitations en ce qui concerne la compilation de leurs chiffres, liées notamment à des méthodologies incohérentes pour la collecte, l'analyse et le partage de données, des biais de déclaration, des considérations politiques et des jeux de données obsolètes.

Les données pour 2018 montrent cependant que, comme les années précédentes, des millions de déplacés internes à travers le monde n'ont pas été en mesure de trouver des solutions durables, et les chiffres jouent un rôle important en nous rappelant non seulement leur existence, mais aussi notre incapacité collective à remédier à leur situation.

FIGURE 7 : Les dix pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence à la fin de 2018



41,3 M

Personnes vivant en situation de déplacement du fait des conflits et de la violence dans 55 pays et territoires au 31 décembre 2018

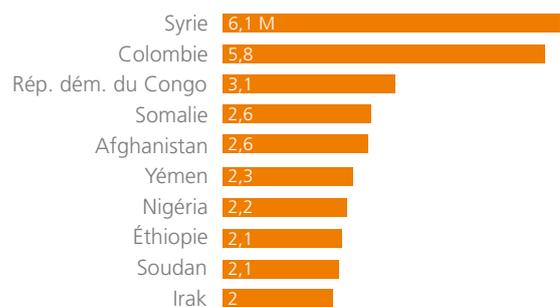
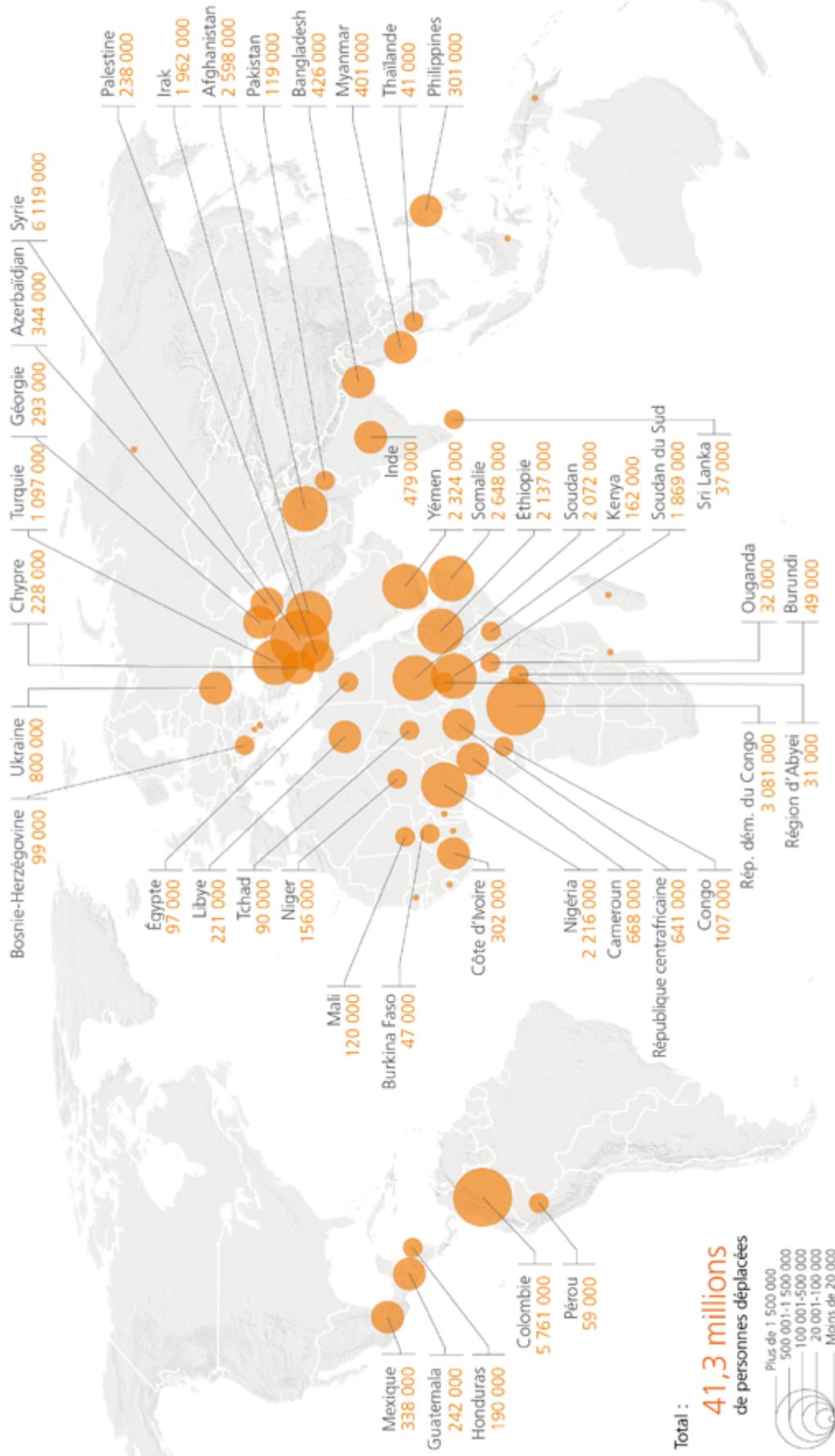


FIGURE 8 : Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays par les conflits et la violence au 31 décembre 2018

PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAYS PAR LES CONFLITS ET LA VIOLENCE AU 31 DÉCEMBRE 2018



Le nom du pays et le chiffre ne sont affichés que lorsque la valeur dépasse 20 000 personnes déplacées. Les frontières et les noms indiqués sur cette carte ne sauraient constituer une quelconque approbation ou acceptation officielle de la part de l'IDMC.

ÉVALUATION DES PROGRÈS VERS DES SOLUTIONS DURABLES

Dans notre estimation globale du nombre de déplacés internes à la fin de l'année, nous n'avons pas inclus les personnes déclarées comme ayant progressé dans la recherche de solutions durables. Leur inclusion risquait fortement de conduire à une surestimation en comptant deux fois toute personne déplacée plus d'une fois. En effet, la plupart des données sur les déplacements internes ne suivent pas la trajectoire ou la situation de chaque personne déplacée ou ménage déplacé au fil du temps, et ne font pas la distinction entre les déplacements nouveaux et les déplacements répétés. Par exemple, lorsqu'une personne déplacée est retournée chez elle ou a quitté un camp avec l'intention de retourner chez elle, c'est la dernière fois que nous en entendons parler. Si elle devenait de nouveau déplacée et était comptée une nouvelle fois en tant que déplacée interne, nous finirions par la comptabiliser deux fois.

Plutôt que de continuer à prendre en compte ces personnes dans notre effectif global, nous avons développé des indicateurs supplémentaires qui nous permettent de mettre en lumière leur situation et de souligner la nécessité pour les gouvernements et les pourvoyeurs de données de rendre compte du nombre et de la situation des personnes signalées comme étant retournées chez elle ou ayant trouvé des solutions durables (voir le tableau 3, p. 123). Cela est essentiel pour empêcher les personnes demeurant extrêmement vulnérables de sortir du radar.

Nombre total de déplacés internes : la carte de la page précédente présente la meilleure estimation par l'IDMC du nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violence au 31 décembre 2018. Elle englobe un large éventail de situations dans 55 pays, chacune étant unique. Le total mondial inclut les personnes qui ont été déplacées pour des durées extrêmement différentes et qui sont confrontées à différents défis dans leurs efforts pour trouver des solutions durables à leur déplacement. Si l'IDMC est en mesure de vérifier que les déplacés internes ou les réfugiés qui sont retournés vivent encore en situation de déplacement, ils sont inclus dans le chiffre global.

Ce fut le cas de 9 000 personnes en Irak qui, bien qu'elles soient retournées dans leur région d'origine, vivaient dans des abris collectifs, des camps de personnes déplacées ou des familles d'accueil. À ce titre, elles demeureraient, selon la définition de l'IDMC, déplacées. Ces personnes et un certain nombre d'autres groupes que l'IDMC considère toujours comme des déplacés internes

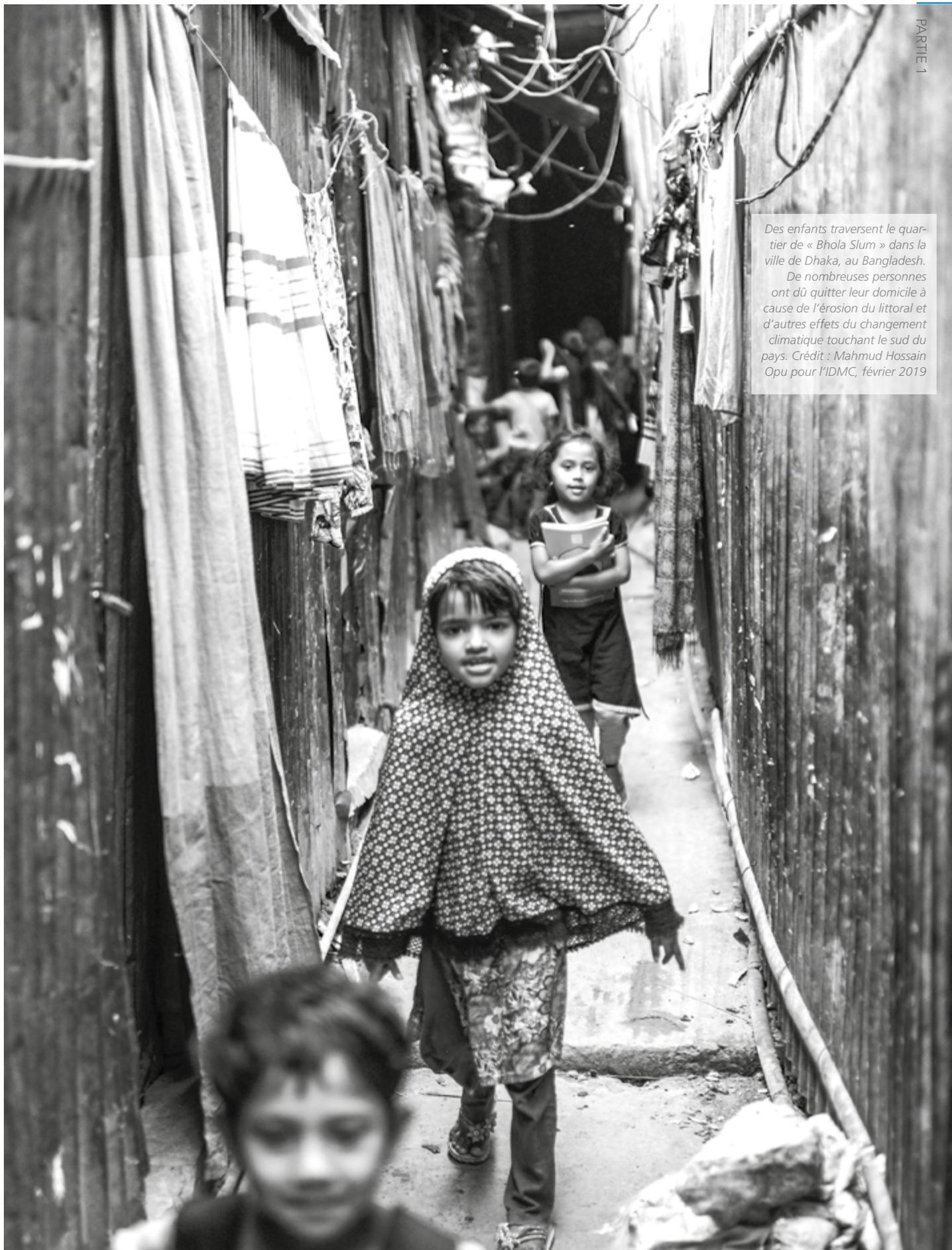
mais que les pourvoyeurs de données ne comptent plus comme tels sont inclus dans le chiffre global.

Nombre de déplacés internes qui seraient retournés sur leur lieu d'origine, réinstallés ou intégrés localement, mais qui pourraient encore présenter des vulnérabilités liées à leur déplacement : dans certains cas, les sources de l'IDMC démontrent que les personnes qui sont retournées sur leur lieu d'origine, se sont réinstallées ou ont commencé à s'intégrer dans leurs communautés d'accueil demeurent confrontées à des risques liés à leur déplacement. Nous avons donc considéré ces mouvements comme des solutions partielles.

Dans le nord-est du Nigéria, par exemple, 86 000 personnes ont été déclarées comme étant retournées, mais des informations sur leurs conditions de logement ont indiqué qu'elles étaient retournées dans des logements endommagés ou détruits ou qu'elles vivaient dans des structures temporaires sur leur lieu d'origine. En RDC, près d'un million et demi de personnes ont été déclarées comme étant retournées sur leur lieu d'origine, mais d'après bon nombre d'éléments factuels, leur situation n'était pas viable en raison du niveau élevé d'insécurité. Dans les deux cas, l'IDMC a considéré ces retours comme des solutions partielles.

Nombre de déplacés internes dont le retour, la réinstallation ou l'intégration locale signalé(e) est invérifiable : dans d'autres cas, les sources de l'IDMC indiquent uniquement que des personnes ont quitté un refuge, un camp, un centre d'évacuation ou une communauté d'accueil, parfois avec l'intention déclarée de rentrer chez elles. Aucune autre information n'est disponible sur ce qui leur arrive ou sur les conditions dans lesquelles elles se trouvent après leur départ. Qualifier ces mouvements de solutions durables serait à la fois trompeur et contraire aux Principes directeurs qui stipulent clairement que les déplacés internes qui demeurent confrontés à des risques et vulnérabilités liés à leur déplacement devraient toujours être considérés comme des déplacés internes.

Au Burundi, par exemple, le nombre total de déplacés internes déclaré par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a diminué d'environ 25 000 entre 2017 et 2018 en raison de l'amélioration de la sécurité. L'IDMC a qualifié ce changement de solution non vérifiée, car aucune autre information sur ces personnes n'était disponible. Au Soudan du Sud, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et les médias locaux ont annoncé le retour de 12 000 déplacés internes. L'IDMC a considéré ces retours comme une solution non vérifiée en raison de l'impossibilité d'obtenir des informations sur les conditions dans lesquelles les personnes étaient retournées.



Des enfants traversent le quartier de « Bholá Slum » dans la ville de Dhaka, au Bangladesh.

De nombreuses personnes ont dû quitter leur domicile à cause de l'érosion du littoral et d'autres effets du changement climatique touchant le sud du pays. Crédit : Mahmud Hossain Opu pour l'IDMC, février 2019